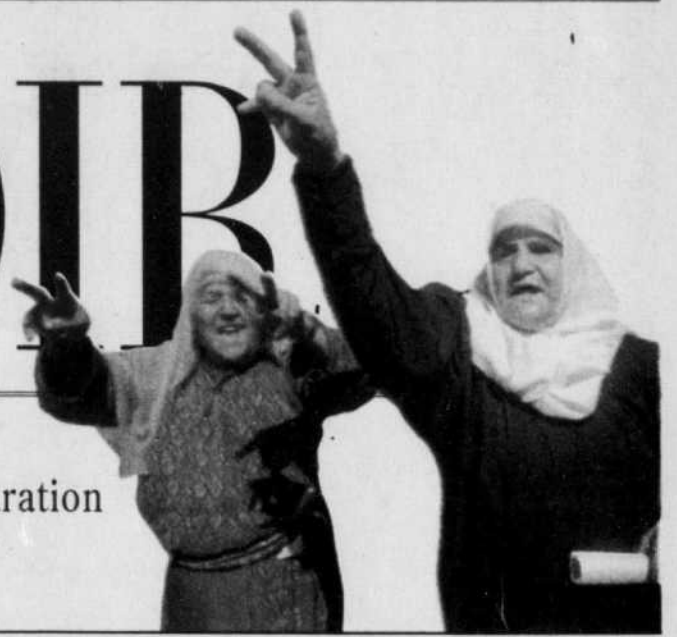


LE DEVOIR



LES SPORTS

Passation de pouvoir
à l'U.S. Open
Page B 4

LE MONDE

L'OLP reporte sa déclaration
d'indépendance
Page A 5

VOL. XCI N° 206

LE LUNDI 11 SEPTEMBRE 2000

87c + TAXES = 1\$

Santé

Le consensus des provinces semble s'effriter

HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le consensus de Winnipeg vacille: le beau front d'unité que voulaient présenter les provinces devant Ottawa semblait s'effriter hier soir, à la veille d'une importante conférence fédérale-provinciale sur la santé.

Le gouvernement fédéral n'a pas encore chiffré son offre, mais des milliards de dollars sont en jeu, 18,7 milliards, en fait, selon les calculs des provinces.

Le premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow, un partisan d'un gouvernement central fort, ne cachait pas hier que cela pourrait inciter plusieurs premiers ministres à signer une entente sur la santé plutôt que de repartir d'Ottawa les mains vides. «Je pense qu'il est possible d'en arriver à une entente, mais il y a des failles, a-t-il reconnu lors d'un point de presse. Il faudra être un premier ministre très, très brave pour quitter la table sans l'argent, alors que les Canadiens attendent de nous que sauvions le système de santé.»

Arrivé à Ottawa en après-midi, le premier ministre Lucien Bouchard a annulé la conférence de presse prévue pour 16 heures. Il n'était pas prévu qu'il fasse des commentaires en soirée.

M. Bouchard a indiqué hier matin, sur les ondes de RDI, qu'il espérait que le consensus des provinces serait inébranlable devant le gouvernement fédéral (voir page A 3). Encore une fois, il a mis Ottawa en garde contre la tentation d'imposer des conditions à son financement dans les soins de santé.

Le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, a promis vendredi lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Bouchard, à Toronto, qu'il n'y aurait aucune entente sans le Québec. Mais plusieurs indices semblent indiquer le contraire.

M. Romanow doute, pour sa part, que les provinces soient assez braves pour tourner le dos aux fonds fédéraux «sur une question de principe». De toute façon, a-t-il indiqué, si les négociations aboutissent à un échec, «il y a aura de l'argent pour ceux qui sont prêts à signer».

Président de la conférence des premiers ministres, le premier ministre du Manitoba,

Gary Doer, a expliqué hier que la nouvelle proposition fédérale se rapprochait du consensus des provinces obtenu à Winnipeg, en août. Selon lui, trois importants volets font toutefois défaut.

Les provinces s'étaient alors entendues pour exiger le rétablissement des transferts fédéraux au niveau de 1994-1995, un financement stable et l'augmentation des paiements de péréquation. «Ces trois éléments ne sont pas dans le document que nous avons reçu tard samedi», a-t-il déploré. Il trouve incroyable que les premiers ministres n'aient pas encore vu l'ombre de l'offre financière fédérale.

La question des mécanismes de reddition de comptes continue d'indisposer le Québec. M. Bouchard est d'accord pour rendre des comptes à la population du Québec sur la performance des hôpitaux, mais il s'oppose fermement à ce que les indicateurs de rendement soient fixés par le gouvernement fédéral. Mais cela ne fait pas l'unanimité autour de la table.

Le premier ministre de la Colombie-Britannique, Ujjal Dosanjh, a carrément admis hier qu'il pouvait «vivre» avec la proposition fédérale en dépit des objections de l'Ontario et du Québec. Pour lui, les mécanismes de reddition de comptes proposés par le fédéral ne vont même pas assez loin. En fin de compte, il «signera une entente qui est bonne pour le Canada et pour la Colombie-Britannique».

VOIR PAGE A 8: SANTÉ

Des jeunes malmenés

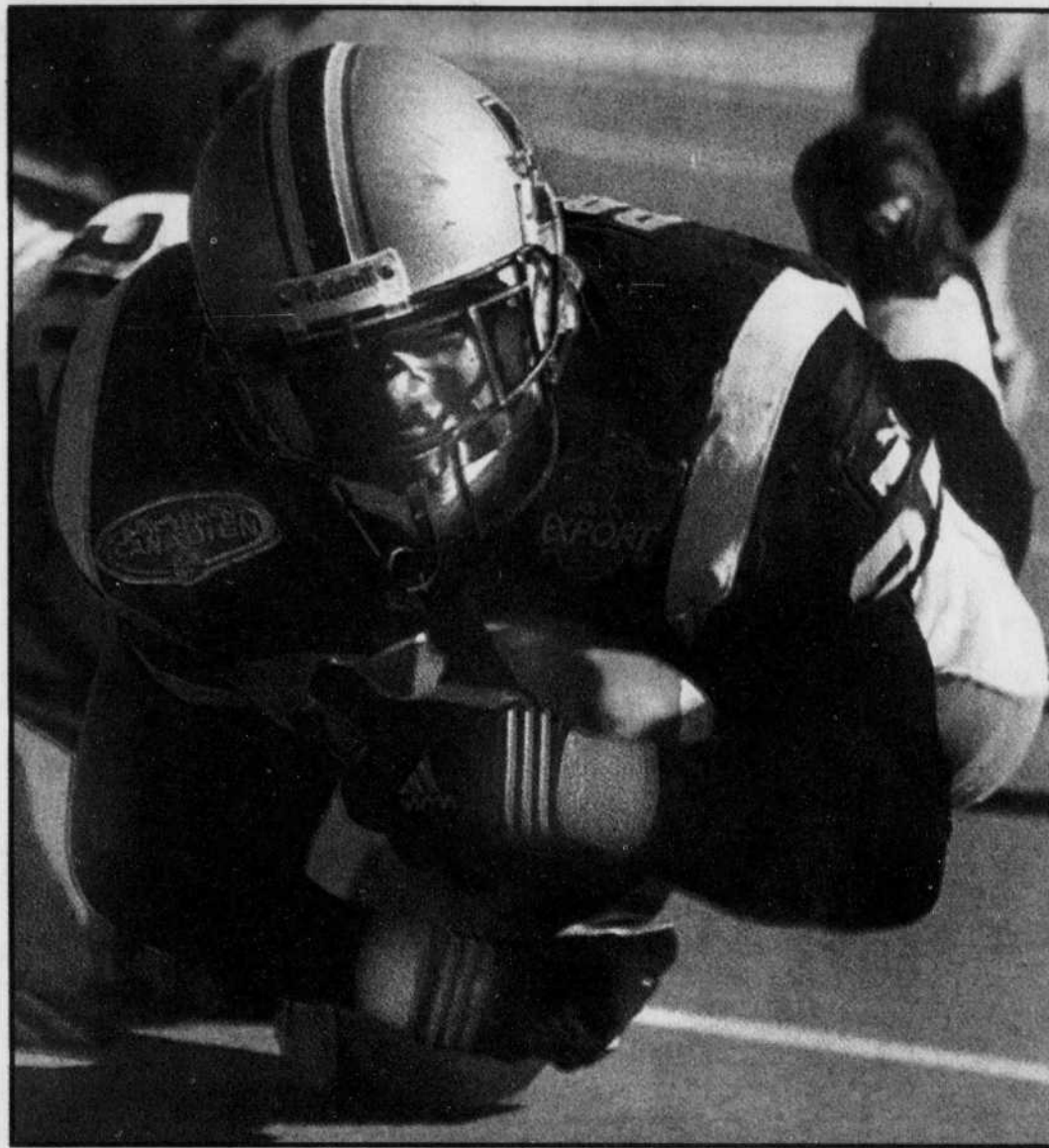
La psychologue Louisiane Gauthier lance un appel à tous ceux pour qui la protection des enfants en détresse a un sens. Dans un article percutant publié en page Idées, elle interpelle en premier lieu les responsables politiques du système de protection de la jeunesse, parce qu'ils contrôlent les budgets et que la rareté des ressources empêche les professionnels de remplir la mission prescrite par la loi. L'auteur recense également des pistes que les responsables des jeunes traités dans le cadre de la Loi de la protection de la jeunesse pourraient emprunter pour améliorer une situation inquiétante.

■ À lire en page A 7

INDEX

Avis publics	B 3	Mots croisés	B 3
Culture	B 8	Météo	B 3
Éditorial	A 6	Planète	B 2
Horizons	B 1	Religions	B 5
Idées	A 7	Sports	B 5
Monde	A 5	Télévision	B 7

14 spectacles à guichets fermés!



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À peine deux ou trois joueurs des Alouettes, dont Mike Pringle (ci-dessus), touchent le maximum permis par la ligue, établi à 150 000 \$.

Les cols bleus du sport professionnel

DANIEL POULIN
COLLABORATION SPÉCIALE

Pour la cinquième fois cette saison, ils étaient 19 461 à remplir les gradins du vétuste stade de l'Université McGill hier, tout comme pour les huit derniers matchs des Alouettes en saison 1999, en plus du match éliminatoire qui avait vu les espoirs des moineaux d'avancer en finale de la Coupe Grey s'envoler en fumée.

«Même si on ne s'est pas rendu jusqu'au bout au cours des deux dernières années, on a donné pour leur argent aux partisans et c'est pour ça qu'ils continuent à revenir à nous soutenir», déclare le demi à l'attaque Bruno Heppell.

Quatorze spectacles d'affilée à guichets fermés donc — si l'on excepte le match d'avant-saison — offerts à un public dont l'enthousiasme et l'engouement pour cette équipe d'ouvriers du sport ne se démentent pas. Des employés d'une organisation fort respectueuse à la fois de ses membres et de ses clients. Des amateurs qui s'identifient à ces joueurs d'une simplicité désarmante et dont le com-

portement se rapproche beaucoup plus de l'amateurisme d'antan que du professionnalisme contemporain qui ne cesse de vicier ces multimillionnaires du sport trop souvent victimes d'un environnement qui les chouchoute à outrance. Pendant que le salaire moyen des joueurs des Expos dépasse le million de dollars par saison, celui des Alouettes oscille entre 45 000 et 50 000 dollars. À peine deux ou trois joueurs par équipe touchent le maximum permis par la ligue, établi à 150 000 \$ (on pense à Mike Pringle ou Anthony Calvillo à Montréal). Les Alouettes accusent un déficit d'à peine un demi-million quand la saison prendra fin. Larry

Smith, président et chef de la direction, reçoit un salaire qu'on soupçonne autour de deux cent mille dollars, pendant que Jeffrey Loria et David Samson, président et vice-président des Expos, touchent CHACUN trois millions de dollars, salaire qu'ils se sont voté impunément et que leurs partenaires ont entériné sans sourciller. Et le dé-



VOIR PAGE A 8: ALOUETTES

■ Autres informations en page B 5

Un week-end signé Agnès Varda

La réalisatrice du *Bonheur et de Sans toit ni loi* présente à Toronto *Les Glaneurs et la Glaneuse*

MARTIN BILODEAU

Toronto — Le Festival international du film de Toronto est un lieu de contradictions. D'un côté, il nous propulse dans un cirque médiatique hautement supervisé par Hollywood, avec tapis rouges et stars de tout acabit pour défiler dessus. De l'autre, il nous propose de nous réfugier à la projection de films forts, fins et précis, tournés avec peu de moyens mais avec un cœur gros comme ça.

C'est là que l'on se rend compte que les fleurs peuvent encore pousser entre les rochers, et qu'il suffit de se pencher pour les cueillir. Amenez-en, de la Gwyneth, moi ma star, ce week-end au 25^e Festival international du film de Toronto, s'appelle Agnès Varda. La réalisatrice du *Bonheur et de Sans toit ni loi* est venue y présenter *Les Glaneurs et la Glaneuse*, un tout nouveau long métrage documentaire qui, partant de l'image idyllique des *Glaneuses* de Millet,



ARCHIVES AFP

Partant de l'image idyllique des *Glaneuses* de Millet, la Varda nouvelle récolte les témoignages des héritiers de ce geste, soit ceux qui glanent et grappillent dans les champs et les poubelles pour survivre.

VOIR PAGE A 8: VARDA

■ Autres informations en page B 8

L'OPEP étanche la soif de l'économie mondiale

Les pays producteurs de pétrole hausseront leur production de 3 % à 26,2 millions de barils par jour

D'APRÈS AFP, REUTERS ET AP

Vienne — L'OPEP a choisi hier à Vienne d'étancher la soif d'or noir de l'économie mondiale. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a en effet fait un geste en direction des marchés en augmentant sa production de 800 000 barils par jour afin de tendre une main compatissante vers les consommateurs occidentaux en colère contre l'envolée des prix des carburants. Les 11 pays membres du cartel pétrolier créé en 1960 doivent se retrouver ce matin pour officialiser l'accord. La production augmentera alors d'un peu plus de 3 % à 26,2 millions de barils par jour.

Cette augmentation, la troisième de l'année, inter-

VOIR PAGE A 8: OPEP

Qui est responsable de la montée du prix du pétrole?

«Ce n'est pas notre faute.» Auprès des utilisateurs de carburant, personne ne veut assumer la spectaculaire hausse du prix du pétrole et tout le monde entonne ce même refrain. Alors qui est responsable? Revue des accusés en puissance, qui opèrent sur un marché de plus en plus complexe.

NICOLAS CORI
LIBÉRATION

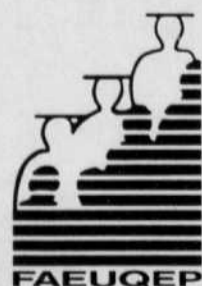
Les réserves: comme toute matière première, l'or noir ne coulera pas indéfiniment. Mais ce ne sont pas les réserves qui pèsent sur les prix. La pénurie actuelle ne concerne que le pétrole immédiatement disponible et, éventuellement, les produits raffinés. Selon les chiffres de BP Amoco, le rapport entre les réserves connues — mais non exploitées — et la production annuelle était de 41 ans en 1999. Cela veut dire que si on continue à produire autant, il n'y aura plus de pétrole en 2041. Mais ce chiffre évolue en fonction des nouvelles découvertes. En 1979, on pensait n'avoir que 20 ans de réserves devant nous. Aujourd'hui, la plupart des analystes sont optimistes. «Grâce aux techniques actuelles», estime Pierre Seneca, géologue à la compagnie Géophysique, on est ca-

VOIR PAGE A 8: PRIX

L'argent de l'université doit servir à l'université et non à un odieux chantage.

Depuis six ans, le gouvernement provincial a confisqué 550 millions de dollars destinés à l'université. Il prétend aujourd'hui qu'il est prêt à remettre une partie de cet argent. Mais il affirme aussi que pour obtenir les fonds, les universités devront se soumettre à ses exigences et répondre à ses objectifs. L'argent de l'université doit servir à l'université et non à un odieux chantage.

C'est ce que la communauté universitaire défend.



Ensemble pour l'éducation!



FPPU

Fédération du personnel
professionnel des universités

FQPPU

Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU)
Fédération des professionnelles (FP-CSN) • Fédération du personnel professionnel des universités (FPPU)
Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP)
Conseil provincial du soutien universitaire (CPSU)

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Financement du système de santé

Bouchard croit avoir encore l'appui des Québécois

Les premiers ministres provinciaux et leur homologue fédéral se rencontrent aujourd'hui à Ottawa pour discuter du financement de la santé, des infrastructures et de la petite enfance. On risque donc d'assister à une querelle sur le respect des champs de compétences, et ce, à la plus grande exaspération de plusieurs Québécois qui estiment que Québec n'a tout simplement pas les moyens, alors que les besoins en santé sont criants, de faire la fine bouche au nom de la constitution.

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

La santé des citoyens est-elle trop importante pour faire les frais d'une autre querelle Ottawa-Québec sur le respect des champs de compétences des provinces? Aux yeux de plusieurs citoyens, qui estiment que Québec devrait accepter l'argent du fédéral et se soumettre à ses conditions d'utilisation, la réponse est oui. Dans ce cas, prévient le premier ministre du Québec Lucien Bouchard, ces citoyens doivent se demander s'ils veulent vivre dans un État ou dans une grande municipalité.

«Est-ce que les Québécois veulent que, finalement, on [le Québec] ne

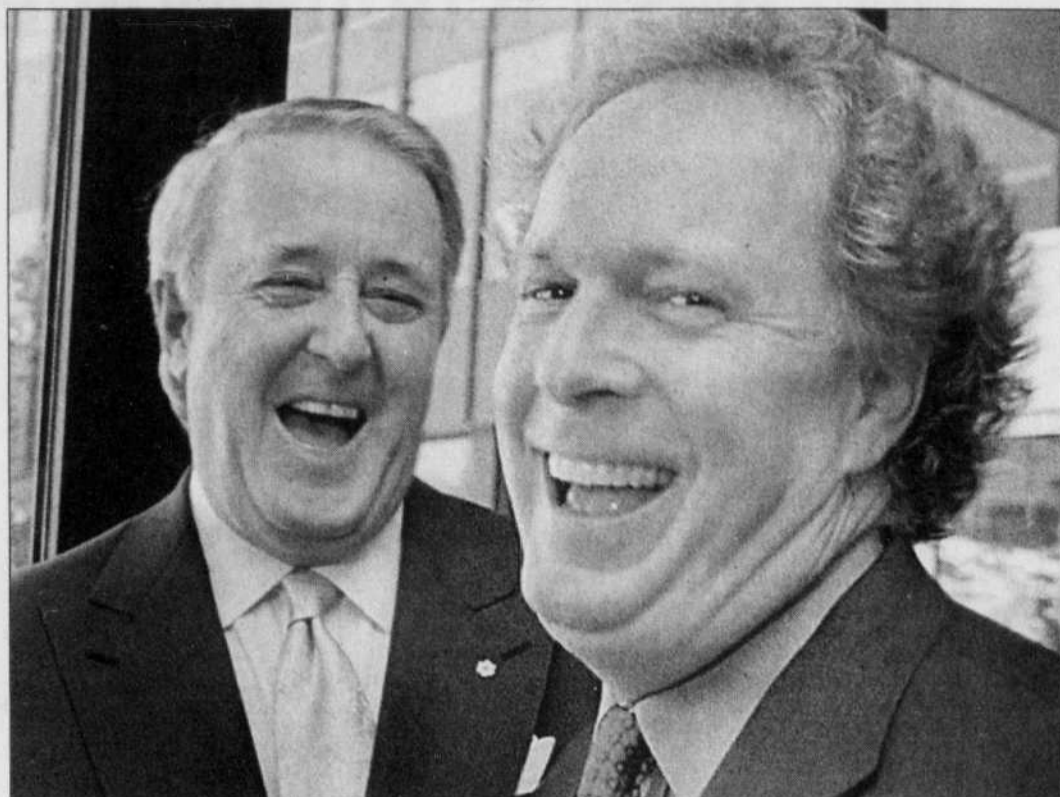
s'occupe plus de ça [la santé], puis qu'Ottawa règle tout, lève les impôts et intervienne partout ensuite. Est-ce que c'est vraiment ce que les Québécois veulent? Ils ne veulent plus d'État national, ils considèrent maintenant que l'État du Québec est une municipalité, et que c'est Ottawa qui peut maintenant intervenir parce qu'il a l'argent, parce qu'il a coupé partout. Est-ce que c'est ça que les Québécois pensent? Je ne crois pas qu'ils pensent ça.»

M. Bouchard a fait cette déclaration lors d'une entrevue accordée à Bernard Derome dans le cadre de l'émission Point de presse, qui a été présentée hier sur les ondes de la Société Radio-Canada. Alors qu'on lui demandait si le

Québec pourrait refuser l'argent d'Ottawa si les exigences de ce dernier ne respectaient pas les compétences des provinces, M. Bouchard a indiqué qu'il ne pouvait pas imaginer que le fédéral aille jusqu'à subordonner la remise de ces montants-là au gouvernement du Québec à des conditions qui nous seraient inacceptables.

Toujours à propos d'un possible refus, M. Bouchard a dit qu'il ne souhaitait pas être le premier premier ministre du Québec à accepter les concessions que personnes avant lui n'avaient acceptées, «uniquement parce qu'on a en face de nous un gouvernement fédéral qui décide de jouer les gros bras». «Il y a un gros problème. On a des besoins. C'est de l'argent qui a été gagné par les contribuables du Québec, et qui a été envoyé à Ottawa. On avait autrefois, des gouvernements antérieurs et nous, négocié des programmes qui fonctionnaient très bien, et tout à coup, il y a quelqu'un qui a décidé que c'était fini, qu'il fallait qu'Ottawa, choisisse des projets. Pourquoi? Qu'est-ce qui se passe à Ottawa? C'est ça la question fondamentale», a insisté M. Bouchard.

Plénière du Congrès juif canadien



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'ex-premier ministre conservateur Brian Mulroney a croisé hier le chef libéral Jean Charest, également ancien chef conservateur à Ottawa, à l'occasion de la plénière triennale du Congrès juif canadien, à Montréal.

Mulroney digère toujours mal l'échec de l'accord du lac Meech

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

L'ex-premier ministre canadien Brian Mulroney digère toujours mal l'échec de l'accord du lac Meech et prédit que les discussions constitutionnelles, sous une forme ou une autre, reviendront alimenter le débat politique du pays.

«Ça va revenir sur le tapis, et c'est important pour les minorités au Canada, tant francophone ailleurs et anglophone ici, de comprendre ce qu'il y avait dans Meech et de s'assurer que ce ne soit pas perdu à l'avenir», a-t-il déclaré hier lors de l'une de ses rares apparitions publiques à connotation politique.

Cet échec représente «une énorme perte», a dit un Brian Mulroney plein d'amertume à l'égard de Clyde Wells, l'ex-premier ministre de Terre-Neuve devenu célèbre pour avoir torpillé l'entente. «Un jour, un premier ministre courageux et visionnaire voudra trouver une formule pour permettre au Québec de réintégrer la Constitution», a prédit M. Mulroney.

S'il avait été adopté, l'accord du lac Meech aurait marqué le retour du Québec dans la Constitution canadienne, avec en outre la reconnaissance de son statut distinct. Mais Meech aurait également procuré aux francophones du reste du Canada et aux anglophones du Québec des garanties linguistiques sans précédent.

M. Mulroney a brièvement discuté avec la presse à l'occasion de la plénière triennale du Congrès juif canadien (région du Québec), où il a livré l'allocution principale. «Je veux seulement souligner, du point de vue des minorités, tout ce qui a été perdu quand Meech n'a pas été ratifié», a-t-il dit aux journalistes. Toujours dans la veine politique, M. Mulroney a réitéré toute sa

confiance à l'égard de Joe Clark, qui reste selon lui l'homme de la situation chez les Conservateurs malgré la dégringolade dans les sondages et la perte de nombreux organisateurs politiques au Québec. «Les Conservateurs, on se retrouve dans une situation difficile. Mais on a déjà connu ça dans le passé, et je pense que nous allons remonter la côte avec la présence de M. Clark à la Chambre des Communes», a-t-il commenté.

Joe Clark et son homologue de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, tentent d'obtenir un siège aux Communes, le premier en Nouvelle-Écosse et le second en Colombie-Britannique.

M. Mulroney a exprimé le vœu que les deux leaders obtiennent tous deux cette place au Parlement. Les Canadiens seront alors à même de comparer la performance des deux chefs et de choisir celui qui répond le plus à leurs aspirations. «M. Clark, lorsqu'on le retrouve à la Chambre des Communes, c'est un excellent débat. Il a une capacité remarquable de s'affirmer»

mettra à Joe Clark «d'élaborer un programme pour l'avenir, de convaincre les Canadiens que ses prises de position sont dans leur intérêt. Ça va lui permettre de rebâtir le parti.»

Prix Alan-Rose

La plénière triennale du Congrès juif a par ailleurs débouché sur la remise des premiers prix Alan-Rose, ainsi nommés en l'honneur de l'ancien directeur général du Congrès juif. Les premiers lauréats sont le Rabbijn Martin Penn et la juge Juanita Westmoreland-Traoré. Le premier fut l'un des premiers activistes occidentaux à rendre visite et à venir en aide aux juifs des communautés soviétiques de l'Asie centrale. La seconde est devenue la première personne d'origine africaine à être nommée juge au Québec.

Ce rassemblement de deux jours fut enfin le théâtre d'une série d'ateliers sur l'état de la communauté juive montréalaise, son avenir et les défis à relever.

La commission Clair se penche sur les réseaux des autres provinces

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Après avoir étudié le fonctionnement d'autres systèmes de santé en Europe et aux États-Unis, mardi dernier, la Commission Clair se penche maintenant sur les réseaux des autres provinces.

La Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux tient aujourd'hui à Montréal son deuxième de quatre forums d'experts. Le troisième, le 18 septembre, portera sur l'organisation des services et le quatrième, le 20 septembre, sur le financement.

La commission mènera aussi des consultations régionales dans la province, de la mi-septembre au 8 octobre, ainsi que des audiences pour les groupes nationaux (syndicats, associations, coalitions d'usagers, etc.). La commission consulte également la population «en direct» grâce à son site Internet.

Aujourd'hui, les commissaires et le président Michel Clair s'attarderont aux expériences vécues par certaines provinces canadiennes: l'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario.

La commission a été mandatée par la ministre de la Santé et des Services sociaux, Pauline Marois, pour examiner le financement du système mais aussi l'organisation des services.

En 2000-2001, Québec consacre 15,4 milliards à la santé, soit 39,2% de ses dépenses de programme. En

supposant que le rythme actuel de croissance des dépenses se poursuive, Québec devrait consacrer 50% de ses dépenses vers 2015 ou 2020. Les services de santé croissent à un rythme de 3 ou 3,5%, alors que la richesse collective ne croît que de 2% en moyenne, d'où le casse-tête du financement.

Déjà, dans les divers documents qu'elle a soumis pour alimenter la réflexion sur le sujet, la Commission Clair a indiqué quelques pistes de solution pour la crise du financement, qui ne sont pour le moment que des «options» sur lesquelles elle sollicite des opinions: désassurer certains services, augmenter les impôts, accroître la contribution des usagers, revoir le mode de distribution des budgets des régions régionales et des professionnels, permettre aux établissements et professionnels de la santé d'offrir des services spécialisés aux non-résidents canadiens, en dehors des horaires normaux, permettre au secteur privé de pratiquer des chirurgies d'un jour ou de gérer certains services dont le financement demeurerait public.

La ministre Marois a déjà indiqué que toutes les voies pouvaient être étudiées sauf celle d'une privatisation du système entraînant un système de santé à deux vitesses.

Lors du premier forum, mardi dernier, il a longuement été question d'«attitude entrepreneuriale» à adopter plus souvent dans le réseau de la santé, d'incitatifs qui pourraient être ajoutés au système, pour en accroître l'efficacité.

La CSQ craint une privatisation du système de santé

LE DEVOIR

La Centrale des syndicats du Québec, qu'on appelait anciennement la CEQ, a exprimé ses inquiétudes aux membres de la commission Clair, quant à la volonté du ministère de la Santé et des Services sociaux de recourir à la tarification et au secteur privé pour assurer la survie du système de santé au Québec.

La présidente de la CSQ, Mme Monique Richard, a réclamé, hier en conférence de presse, que la commission réaffirme plutôt «le caractère public, universel, gratuit, de ce système».

La commission Clair sur le financement des services de santé et des services sociaux, tient aujourd'hui, à Montréal, le deuxième de quatre forums d'experts.

Selon Louise Chabot, vice-présidente de la centrale et responsable du dossier de la santé, le Québec est la province canadienne qui dépense le moins par

capita pour les services de santé et les services sociaux. C'est également, dit-elle, la province où les dépenses privées ont le plus augmenté.

Conjointement, les présidents des trois fédérations de santé de la centrale, soit l'Union québécoise des infirmières et des infirmiers, la Fédération du personnel de santé et des services sociaux, et la Fédération des syndicats des professionnelles et professionnels de la santé et des services sociaux, ont partagé publiquement leurs perceptions des différents problèmes du système de santé.

«Le manque de personnel est toujours criant, disent-ils et tous sont témoins de glissements de plus en plus nombreux et insidieux vers la privatisation.» Pour faire face aux difficultés, plutôt que de privatiser, on suggère d'élargir les heures d'ouverture des CLSC, le développement des centres ambulatoires ou la multidisciplinarité

des équipes de travail.

Enfin, la centrale a affirmé que le fédéral se devait de rétablir les transferts en matière de santé, et ce, sans poser de conditions.

loto-québec

Tirage du 2000-09-09		résultats	
6/6	0	GAGNANTS	LOTS
5/6+	5	6/6	2 000 000,00 \$
5/6	350	5/6+	107 616,40 \$
4/6	15 997	5/6	1 229,90 \$
3/6	286 812	4/6	51,50 \$
Ventes totales: 14 345 191 \$		3/6	10,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$			

Tirage du 2000-09-09		résultats	
6/6	0	GAGNANTS	LOTS
5/6+	0	6/6	1 000 000,00 \$
5/6	18	5/6+	50 000,00 \$
4/6	1 323	5/6	500,00 \$
3/6	23 737	4/6	50,00 \$
Ventes totales: 587 418,00 \$		3/6	5,00 \$

Tirage du 2000-09-09		résultats	
NUMÉROS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
355553	100 000 \$	6/6	7 500 000,00 \$
55553	1 000 \$	6/7+	65 469,80 \$
5553	250 \$	6/7	2 455,10 \$
553	50 \$	5/7	149,80 \$
53	10 \$	4/7	10,00 \$
3	2 \$	3/7+	82 699,00 \$
		3/7	725 749,00 \$

Tirage du 2000-09-08		résultats	
NUMÉROS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
688935	100 000 \$	6/6	7 500 000,00 \$
88935	1 000 \$	6/7+	65 469,80 \$
8935	250 \$	6/7	2 455,10 \$
935	50 \$	5/7	149,80 \$
35	10 \$	4/7	10,00 \$
5	2 \$	3/7+	82 699,00 \$
		3/7	725 749,00 \$

Le jeu doit rester un jeu

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Incendie à Anjou

(PC) — Un incendie a ravagé, dans la nuit de samedi à dimanche, un édifice résidentiel d'Anjou, en banlieue est de Montréal. Les 60 résidents de l'édifice comptant 24 logements se retrouvent sur le pavé. On ne signale que trois blessés mineurs durant l'évacuation. Les dommages matériels sont importants. Une soixantaine de pompiers ont combattu le sinistre, dont la cause est inconnue pour l'instant, mais on soupçonne un article de fumeur.

Air Canada sécuritaire

(PC) — Air Canada serait le transporteur aérien le plus sécuritaire au monde, d'après une étude effectuée par un spécialiste britannique de la sécurité, John Trevett. M. Trevett affirme que le dossier d'Air Canada en matière de sécurité, au cours des 12 dernières années, est supérieur à celui de 500 autres transporteurs dans le monde. L'étude soutient qu'un passager d'Air Canada n'a qu'une chance sur 1 300 000 d'être impliqué dans un accident.

Pour un monde écologique

Robert DUROCHER

Pour un monde écologique

1^{er} secondaire

Collection École Nouvelle.

Fiches 272 pages - 15,75 \$ • Corrigé 264 pages - 34,24 \$

LIDEC inc. (514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Il estime que cette élection per-

soirée relations

LES RAPPORTS HOMMES-FEMMES À L'ÈRE DES TECHNOLOGIES DE REPRODUCTION

C'est de la procréation qu'il s'agit dans ce débat, car l'humanité est encore constituée d'humains engendrés dans un cadre de symbolisation et de filiation, et non fabriqués sur mesure dans un procédé technico-médical comme tend à le faire «l'industrie de la vie». La réflexion va porter sur notre représentation du genre humain, à l'ère où les technologies de reproduction rendent possible l'engendrement sans relation sexuelle. Au cours de cette soirée, des questions fondamentales seront soulevées. La fertilité assistée vise-t-elle à corriger l'infertilité ou simplement à la contourner? Avec cette logique qui consacre l'hégémonie de la science sur la conscience, pourra-t-on parler de généalogie tandis que les repères en sont brouillés, voire dissous? L'homme n'est-il pas en train d'être transformé en un simple producteur de sperme; la femme en une simple cavité à remplir, un entrepôt d'embryon conçu en laboratoire? Et cela sans parler du clonage où disparaît jusqu'à l'idée que la reproduction implique un apport à l'autre? Les technologies de reproduction, peut-être nourries par le fantasme inavoué de l'abolition de la sexualité, annoncent-elles des rapports plus harmonieux entre les hommes et les femmes ou, au contraire, un enfermement narcissique de chacun dans un image de soi que l'on pourrait reproduire à l'infini, grâce au clonage?

Profitant du lancement de la nouvelle revue *Relations*, dont le dossier porte sur «Le vivant aux enchères», nous débattons de ces questions avec:

Madame Louise VANDELAC, professeure au département de sociologie de l'UQAM.
Madame Anne ST CERNY, coordonnatrice de la Fédération du Québec pour le planning des naissances.
Monsieur Marc CHABOT, professeur de philosophie au Collège F-X Garneau.

LE JEUDI 14 SEPTEMBRE DE 19H À 21H30

Au Gesù, 1200, rue de Bleury (métro Place des arts). Rens.: (514) 387-2541

L'entrée est libre.

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI.

25 Jarry Ouest, Montréal H2P 1S6 - Téléphone (514) 387-2541

• LES ACTUALITÉS •

Yves Gaucher 1934-2000

Décès d'un pionnier de l'abstraction géométrique

Yves Gaucher n'est plus. Un des plus importants de sa génération, un pionnier de l'abstraction, l'artiste était également maître graveur et pédagogue. Le dernier co-fondateur du Département des arts plastiques de l'Université Concordia encore en poste s'éteint.

BERNARD LAMARCHE
LE DEVOIR

Un des artistes les plus importants du Canada, Yves Gaucher s'est éteint vendredi en après-midi à l'âge de 66 ans, des suites d'une lutte avec un cancer de la gorge qu'il avait contracté au début de l'été. Il avait été admis à l'Hôtel-Dieu de Montréal mercredi dernier. Son art a été marqué par un engagement indéfectible envers l'abstraction géométrique, sa démarche rigoureuse à l'extrême lui avait permis de repousser la représentation dans ses derniers retranchements. Yves Gaucher a produit des séries de gravures d'une importance telle qu'elles étaient reconnues à l'échelle mondiale.

L'hiver dernier, le Musée du Québec avait consacré une exposition à celui qui a reçu la médaille de l'Ordre du Canada en 1980. Sous la plume du conservateur Michel Martin, on pouvait lire ces phrases, qui prennent aujourd'hui le parfum de l'hommage: «*Peintre, graveur et pédagogue émérite, enseignant à l'Université Concordia de Montréal depuis plus de trente ans, Gaucher figure parmi ces tenants de l'abstraction pure pour qui l'art est bien davantage l'expression d'une recherche intuitive cohérente devant contribuer à l'accroissement de la connaissance que le seul résultat d'une expérience esthétique.*» Gaucher était le dernier co-fondateur du Département des arts plastiques de l'Université encore en poste.

Gaucher était d'abord reconnu comme un maître de la gravure. Sa connaissance de la pratique lui

avait permis de repousser les limites de ce qu'il était possible d'en faire. Déjà lors de sa période d'apprentissage auprès d'Albert Dumouchel, il explorait les possibilités des matrices qu'offrait la gravure. En 1960, Gaucher acquiescait sa première presse, avec laquelle il s'empressait d'expérimenter. Ces explorations allaient le mener à redéfinir le genre même de la gravure et en 1963, il débutait la série *En hommage à Webern*. Cette série décollait du processus d'épuration des formes dans laquelle l'artiste s'était engagé, défiant les lois de la gravure traditionnelle. Pour cette série, Gaucher transposait dans le langage visuel les cellules sonores des musiques d'Anton Webern. L'artiste répondait magistralement au caractère épuré de la musique de l'Autrichien par des lignes qui rythmaient la surface du papier, la faisant fluctuer légèrement, laissant la majeure partie au silence.

La suite *En hommage à Webern* avait été montrée à la galerie Martha Jackson à New York et le directeur du prestigieux MoMA en avait immédiatement acheté des tirages. Lors d'une rétrospective remarquable à la Galerie Simon Blais en 1996, les huit tirages avaient été pour la première fois réunis. Le quatrième tirage avait été tiré pour l'occasion, il n'avait jamais été pressé. La série radicale avait marqué à l'époque une cassure dans la popularité montante de l'artiste. Gaucher a connu une plus grande diffusion à Toronto et ailleurs, qu'à Montréal. Il n'a jamais remporté le fameux prix Paul-Émile Borduas, distinction



Yves Gaucher était d'abord reconnu comme un maître de la gravure.

remise aux artistes de longue haleine au Québec.

En 1969, il avait exposé des grands tableaux, des variations tonales de gris sur gris, à la White-chapel Art Gallery de Londres. En 1976, le Musée d'art contemporain de Montréal proposait une première rétrospective, remontant à 1963, une initiative que reprenait, deux ans après, le Musée des beaux-arts de l'Ontario. Gaucher avait récemment exposé lors de l'événement *Peinture peinture*, portant en 1998 sur les développements récents de la peinture abstraite. Sa peinture était caractérisée par des études subtiles de la couleur.

Nous l'avions rencontré l'hiver dernier pour la première fois. Nous avions découvert un homme géné-

reux, rieur et pour qui l'art posait encore de grandes questions. Il affectionnait toujours le débat. Il aurait pu avoir pris sa retraite depuis plus de deux ans, il disait combien le contact avec les étudiants était primordial et nourrissant. Il avait encore beaucoup à dire. On pourra voir bientôt de ses œuvres, à Toronto, dans une exposition solo à la galerie Mira Godard (30 septembre-24 octobre), puis à Montréal, à la galerie René Blouin (dès le 11 novembre). Il laisse dans le deuil son épouse Germaine, ses fils Denis et Benoît et de nombreux collègues et amis dans le milieu de l'art et à l'Université Concordia, où il était professeur titulaire. Il n'y aura ni service, ni funérailles, conformément à sa demande.

Élections partielles

Day et Clark devraient être élus ce soir

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

Deux chefs de partis, Joe Clark du Parti progressiste-conservateur et Stockwell Day de l'Alliance canadienne, obtiendront vraisemblablement leur passeport pour la Chambre des communes, ce soir. MM. Clark et Day tentent de se faire élire en élections partielles à chaque extrémité du pays, le premier dans la circonscription de Kings-Hants, en Nouvelle-Écosse, le second à Okanagan-Coquihalla, en Colombie-Britannique.

La victoire des deux hommes ne semble pas faire de doute: les électeurs de Colombie-Britannique prédisent un «couronnement» tandis que les sondages en Nouvelle-Écosse indiquent que M. Clark jouit d'une avance de 20 points de pourcentage sur sa plus proche rivale, la candidate du Nouveau Parti démocratique, Kaye Johnson.

Si tout se passe comme prévu, donc, les deux chefs feront leur entrée au parlement la semaine prochaine. Mais compte tenu des délais imposés par la Loi électorale, ils arriveront au plus tôt le 19 septembre, ce qui leur fera manquer la

première journée des travaux, la plus suivie de la presse.

Les deux chefs comptent évidemment sur cette entrée à la Chambre des communes pour promouvoir leur parti à la veille d'élections générales. Joe Clark veut se rappeler au souvenir des Canadiens, tandis que l'ex-trésorier albertain Stockwell Day, qui a pris les rênes du nouveau parti des mains de Preston Manning en juillet dernier, doit faire ses preuves en politique fédérale.

M. Clark, qui a été élu à la tête du Parti conservateur il y a presque deux ans, a été critiqué pour avoir attendu si longtemps avant de briguer un siège. Il avait au départ indiqué qu'il consacrerait tout son temps à rebâtir le parti. Puis, sous la pression de son caucus, il a, après maintes tergiversations, choisi de se présenter dans Kings-Hants, son député Scott Brisson ayant accepté de lui céder son siège. M. Clark avait d'ailleurs levé le nez sur une élection partielle en mai dernier à Terre-Neuve. Certains y ont vu de la sagesse: le candidat conservateur a finalement remporté de justesse ce siège.

Outre la candidate néodémocrate, M. Clark devra affronter dans sa

porté les couleurs du Bloc Pot aux dernières élections provinciales, et l'allianciste Gerry Fulton. La courtoisie parlementaire veut que lorsqu'un chef de parti veut faire son entrée à la Chambre des communes par voie d'élection partielle, les autres partis importants ne présentent pas de candidat contre lui. Le parti de Stockwell Day n'a pas respecté cette tradition, M. Day se rendant même dans la circonscription de Kings-Hants pour faire la promotion de l'Alliance canadienne. Le Parti conservateur, lui, n'a pas présenté de candidat à Okanagan-Coquihalla contre M. Day, mais le Parti vert y présente sa cheffe, Joan Russow. Le parti libéral n'a de candidat dans aucune des deux élections partielles.

Division de la droite

Le Parti libéral aura d'ailleurs à l'œil les résultats de ces deux élections, ce soir. Car la dynamique se développant entre les deux partis de droite aura un impact sur le sort des troupes de Jean Chrétien aux prochaines élections générales. Il est dans l'intérêt des libéraux que le Parti conservateur reste suffisamment fort pour continuer à diviser le vote de droite. D'ailleurs, craignant une défaite de Joe Clark qui

serait décisive pour son parti, les militants libéraux de Kings-Hants auraient reçu la consigne de voter pour lui aujourd'hui.

Joe Clark doit rester d'autant plus fort que le sondeur du PLC, Michael Marzolini, avait une mauvaise nouvelle pour le caucus libéral à sa réunion il y a deux semaines à Winnipeg. Le deuxième choix des électeurs traditionnellement conservateurs serait en voie de changer. Jusqu'à présent, un électeur susceptible de voter conservateur mais qui décidait de ne pas appuyer le PC se tournait vers le Parti libéral deux fois sur trois. En d'autres mots, pour chaque tranche de trois électeurs délaissant le PC, deux se rabattaient sur le candidat libéral et un seul sur le candidat réformiste. Maintenant que le parti de Preston Manning a laissé la place à l'Alliance de Stockwell Day, cette proportion aurait changé. Trois électeurs conservateurs fatigués sur quatre se tourneraient vers l'Alliance. Il est donc dans l'intérêt des troupes de Jean Chrétien que les militants conservateurs ne se fatiguent pas de Joe Clark. D'ailleurs, un organisateur politique libéral expliquait il y a quelque temps que rien n'était fait pour nuire à Joe Clark.

COLLOQUES ET CONFÉRENCES

**MACKENZIE KING
ET LE SENS DU POUVOIR**
Salle Brebeuf
11 septembre
Madeleine Préclaire: 343-9884

L'historien André Champagne dresse un portrait de celui qui a dominé la politique canadienne de 1919 à 1949 et qui aura donc dirigé le pays pendant la crise économique de 1929 et la Seconde Guerre mondiale.

**NOUS SOMMES TOUS
MONTRÉALAIS**
Hôtel Wyndham
19 septembre
CCMM: 871-4000

À l'occasion d'un déjeuner-causerie, le maire de Montréal, Pierre Bourque, dévoilera les détails de sa contre-proposition au gouvernement du Québec. Il décrira le mode de gestion de la nouvelle Ville de Montréal et présentera son modèle d'organisation territoriale.

**SUIS-JE FIER
D'ÊTRE LE FILS
DE MON PÈRE?**

Centre Lajeunesse Montréal
12 septembre
Réseau Hommes Québec:
276-4545

Densy Courchesne nous dit: «*Tenir de son père, c'est porter en soi la signature de celui qui nous a appris à vivre comme un homme.*» Si nous souffrons encore des imperfections de nos pères, sommes-nous maintenant prêts à composer avec ces manques et créer ce dont nous avons besoin pour offrir à ceux qui nous suivent davantage que nous avons reçu? Entrée gratuite, mais il faut s'inscrire.

**COMMENT GÉNÉRER
DU SENS ET DES SOUS
PAR LE TRAVAIL?**

Hôtel Marriott Château
Champlain
20 septembre
Institut international de recherche: 1 800 447-9705

Si nos organisations gagnent encore de l'argent, elles sont de plus en plus dépourvues de sens. Ce déficit est lié à de nombreux facteurs. Dans une midi-conférence, Thierry C. Pauchant traitera des raisons qui motivent cette quête de sens dans les organisations. Il illustrera son propos en décrivant quelques nouveaux outils pratiques de management qui permettront de générer des profits.

MOUVEMENT COOPÉRATIF

**ET MONDIALISATION:
PERSPECTIVE
POUR LA PME**
Club Saint-James Montréal
12 septembre

Réseau Gestion UQAM: 987-3010

Ce déjeuner-conférence où s'exprimeront Claude Béland et Marie Bouchard est présenté dans le cadre de la série des «Conférences Duo», qui a comme mission de réunir, autour d'un thème d'actualité, des spécialistes issus des milieux des affaires et de la communauté universitaire.

**MUSIQUE ANCIENNE
ET BAROQUE**

Auditorium Saint-Albert-le-Grand
20 septembre
ACTXR: 332-4126

Anne Lapiere nous invite à découvrir les instruments et les sites historiques de la période baroque. Sons nasillards, timbres colorés et chaleureux, musées et lieux artistiques sont au programme.

**RÉUSSIR DANS
LE MONDE DES GÉANTS
ISSUS
DES MÉGAFUSIONS**

Hôtel Hilton Montréal
Bonaventure
21 septembre
Perform: 861-7000

Pour savoir profiter des créneaux laissés vacants par les géants et mieux réinventer votre entreprise, la série «Enjeux de l'an 2000» présente le conférencier principal Louis Chênevert et de nombreux participants dont Ronald Brisebois, Daniel Lamarre et Michael M. MacMillan pour traiter d'une question dont ils sont les acteurs.

LES VILLAS VÉNITIENNES
Auditorium Saint-Albert-le-Grand
13 septembre
ACTXR: 332-4126

Michel Brunette propose la découverte non pas tant des palais urbains que des villas qui se sont peu à peu élevées aux abords de Venise.

**LES NOUVELLES
ORIENTATIONS
DES OPÉRATIONS
DE MAINTIEN DE LA PAIX**

Hôtel Omni Montréal
14 septembre
CORIM: 340-9622

Le Conseil des relations internationales de Montréal recevra à son prochain déjeuner-causerie le lieutenant-général Raymond Hénault, responsable des missions des Casques bleus canadiens dans les Forces armées canadiennes.

**LES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE L'UNIFICATION
ALLEMANDE, 1990-2000:**

**ATTENTES, CRAINTES,
ÉVALUATIONS
RÉTROSPECTIVES**
Université de Montréal
22 septembre
David Ouellette: (514) 343-6763
ou www.cceae.umontreal.ca

**L'APPRENTISSAGE
AU CŒUR DE L'ACTION**
Hôtel Hilton Québec
14 septembre
Hôtel Wyndham Montréal
15 septembre
CFC: (418) 687-3737,
(514) 286-8212
ou www.groupepfc.com

Comment faire de l'apprentissage une pratique individuelle et collective, un réflexe qui nous habilite à retirer davantage de sens et de plaisir de notre travail? Quelles dispositions personnelles et conditions organisationnelles faut-il réunir pour permettre à l'apprentissage et à la performance de se côtoyer? Steeve Gildersleeve explique dans le cadre d'un dîner-conférence.

Afin de souligner le dixième anniversaire de l'unification de l'Allemagne, le Centre canadien d'études allemandes et européennes et le Consul général d'Allemagne à Montréal présentent une table ronde qui réunira diplomates et experts allemands, polonais, tchèques, hongrois et israéliens qui ont été impliqués dans les négociations internationales menant à l'unification allemande en 1990, ainsi que des universitaires avec des expertises théoriques et empiriques sur la région de l'Europe centrale. Une réception offerte par le Consul général d'Allemagne suivra. Entrée libre.

Isabelle Quentin
iquentin@sim.qc.ca

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN GESTION

Le diplôme d'études supérieures en gestion s'adresse aux bacheliers de toutes les disciplines autres que la gestion, avec ou sans expérience de travail.

Il répond aux besoins des personnes qui désirent comprendre le fonctionnement des organisations et de l'économie et qui veulent apprendre à:

- diriger du personnel;
- concevoir un plan stratégique;
- utiliser des outils de marketing, de financement et de gestion des opérations;
- négocier avec habileté;
- préparer et gérer un budget de fonctionnement.

CHEMINEMENT

Programme souple et court (30 crédits)
Offert à temps complet ou temps partiel

SÉANCE D'INFORMATION

Le mercredi 13 septembre à 18 h 30
Salle Procter & Gamble (1^{er} étage)

ADMISSION - DATES LIMITES

Trimestre d'hiver: 1^{er} octobre
Trimestre d'automne: 1^{er} avril

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS:

École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
(514) 340-6151
des.g@hec.ca
www.hec.ca



LE DEVOIR

LE MONDE

Proclamation d'un État palestinien mercredi

L'OLP reporte sa décision

Le compte à rebours pour conclure la paix a commencé

Le Conseil central de l'OLP a décidé hier à Gaza de repousser la proclamation d'un État palestinien, qui aurait dû survenir le 13 septembre, sans fixer de nouvelle date précise ni même de délai clair, selon la déclaration qu'il a adoptée à l'issue de deux jours de débat. Le Conseil central se réunira avant le 15 novembre pour étudier des rapports du Comité exécutif sur ces différentes mesures, notamment la rédaction d'une constitution et l'organisation d'élections locales, législatives et présidentielles, ainsi qu'une demande officielle pour devenir membre de l'ONU.

ALEXANDRA SCHWARTZBROD
LIBÉRATION

Jérusalem — Israéliens et Palestiniens n'ont plus que cinq semaines pour conclure la paix. Un nouveau compte à rebours vient de s'enclencher au Proche-Orient avec l'annonce faite hier soir par le Conseil central de l'OLP, réuni depuis samedi à Gaza, d'un report de la déclaration d'indépendance de l'État palestinien prévue pour le 13 septembre. Une décision qui va permettre aux deux parties d'engager dès cette semaine une ultime série de négociations (de quatre à cinq semaines selon les Palestiniens) afin d'essayer de surmonter les divergences énormes qui subsistent, notamment sur Jérusalem. Même si le pessimisme gagne la plupart des capitales concernées, certains se raccrochent encore au maigre espoir suscité par cette annonce. «Il y a peu de chances pour qu'un accord de paix sorte de ces nouvelles négociations mais, même si elles ne sont pas nombreuses, ces chances existent», estime Menahem Klein, chercheur à l'Institut de Jérusalem pour les études israéliennes et spécialiste des relations israélo-arabes.

On peut voir dans la décision des Palestiniens de reporter la proclamation de leur État le signe que la volonté d'aboutir à la paix est plus forte que tout. On peut aussi en conclure que Yasser Arafat et ses troupes n'avaient guère

d'autre choix. Le chef palestinien est revenu bredouille de sa tournée internationale qui l'a conduit en août de Paris à Pékin en passant par Moscou ou Djakarta, en quête d'un soutien à la déclaration d'indépendance. Les dirigeants rencontrés ont tous mesuré leur enthousiasme et c'est probablement le meilleur service qu'ils pouvaient rendre à Yasser Arafat. Non seulement les Palestiniens ne sont, de l'avis de toutes les organisations internationales travaillant avec eux, absolument pas prêts à proclamer leur État (tout le travail constitutionnel, juridique et commercial reste à faire) mais Israël avait menacé de fortes représailles toute velléité d'indépendance palestinienne, à ce stade.

Pas une troisième fois

Cela fait cependant deux fois que le président de l'Autorité palestinienne est contraint de s'incliner devant la volonté internationale (la première date de mai 1999, il s'agissait de favoriser l'élection de... Barak devant Netanyahou), il ne le fera sans doute pas une troisième fois. Cela équivaudrait en effet à donner à Israël un droit de veto permanent sur l'indépendance palestinienne et à perpétuer l'actuel statut d'autonomie.

Il n'y a donc plus beaucoup de scénarios possibles: ou Israéliens et Palestiniens aboutissent d'ici à cinq semaines à un accord de paix, ouvrant la voie à la naissance d'un État palestinien avec le feu vert d'Israël, ou un État palestinien

naitra sans concertation avec l'État hébreu, et le pire est à craindre. C'est dire l'enjeu des négociations qui démarrent aujourd'hui alors que Bill Clinton sera bientôt marginalisé par les élections présidentielles du 4 novembre et qu'Ehoud Barak sera affaibli dès la fin octobre par la fin des vacances de la Knesset où il ne dispose plus de majorité.

«Les Américains ont quasiment perdu tout espoir», raconte Menahem Klein qui revient des États-Unis. «Pour être sérieux, ces nouvelles négociations devront se faire quotidiennement, avec l'aide des Américains, et sur des idées concrètes. Je trouve ainsi que celle d'une souveraineté islamique sur l'esplanade des Mosquées avancée par Arafat samedi dans le journal Al-Hayat mérite d'être travaillée. Mais si Arafat a peur d'être assassiné ou de perdre la face pour cause de concessions excessives, il peut aussi décider de mettre entre parenthèses la question de la souveraineté sur les lieux saints de Jérusalem pendant trois à cinq ans. Après tout, les Israéliens ont brisé beaucoup de leurs tabous ces deux derniers mois, cela peut donner l'espoir à Arafat qu'ils en briseront d'autres encore dans les années à venir!»

Jusqu'à présent, Yasser Arafat a refusé un tel report qui reviendrait à maintenir le statu quo actuel sur Jérusalem, favorable aux Israéliens.

En attendant, beaucoup de Palestiniens trépigment. Devant quelques journalistes, le maire de la ville de Gaza, Aoun Shawa, a laissé exploser sa colère vendredi: «depuis que les accords d'Oslo sont entrés en vigueur, la vie ne fait que se détériorer ici. Je suis le maire de Gaza et je ne peux même pas aller à Jérusalem ou Ramallah sans demander un permis aux Israéliens! Bien pire, on a des surplus de fruits et légumes qui ne peuvent pas sortir et pourrissent! Le taux de chômage est de 35%! Gaza est une prison entourée de fils barbelés... tous les jours à 1 heure du matin, il y a un soldat israélien qui ferme notre porte et met la clé dans sa poche...».

Vivre sans vivres



BEAWEHARTA REUTERS

LES VIVRES commencent à manquer pour cette réfugiée et ses deux enfants ainsi que pour tous les autres laissés à leur sort au Timor occidental après l'évacuation du personnel humanitaire. Plus de 120 000 Est-Timorais se trouvent toujours dans la partie occidentale du Timor, qui appartient à l'Indonésie, où ils se sont réfugiés pour fuir les violences des milices pro-indonésiennes après le référendum d'août 1999 sur l'autodétermination du Timor-Oriental. Une pénurie de vivres pourrait déclencher de graves incidents entre les réfugiés et la population du Timor occidental, a prévenu hier le porte-parole d'une coordination d'organisations hostiles à l'indépendance est-timoraise.

EN BREF

Otages libérés

Freetown (AFP) — L'armée britannique a libéré hier sains et saufs ses six hommes otages d'ex-soldats renégats en Sierra Leone, lors de l'opération «Baras», qui a fait une vingtaine de morts dans les rangs des ravisseurs et un mort et 12 blessés, dont un grave, côté britannique. Après plus de deux semaines de négociations infructueuses, les Britanniques ont lancé à 6h15 (locales) l'assaut contre le camp du groupe appelé West Side Boys. Le camp était installé dans deux villages situés sur les deux rives d'un cours d'eau dans la région d'Ocra Hills, à une quarantaine de kilomètres à l'est de la capitale Freetown. Trois hélicoptères de transport Chinook et un hélicoptère d'assaut Lynx ont acheminé sur les lieux des troupes d'élite du Premier bataillon du régiment de parachutistes, qui ont attaqué depuis deux directions, a indiqué le général Gordon Hughes, commandant du contingent britannique en Sierra Leone. Les otages — six militaires d'une patrouille britannique et leur officier de liaison sierra-léonais, capturés le 25 août — avaient tous été libérés sains et saufs et étaient en route pour un navire de la Royal Navy, où ils ont subi des tests médicaux.

Camping enseveli

Soverato (AP) — Un camping hétéroclite notamment des handicapés dans le sud de l'Italie a été enseveli par un torrent de boue dans la nuit de samedi à dimanche, faisant au moins dix morts et plusieurs dizaines de blessés, des personnes surprises durant leur sommeil. Arrivé en Calabre hier soir, le ministre italien de l'Intérieur Enzo Bianco a annoncé que dix personnes avaient péri et que cinq autres restaient disparues. Le drame a surpris les campeurs dans leur sommeil au camping Le Giare, près de la ville côtière de Soverato, non loin de Catanzaro. Le terrain se trouve à proximité d'une rivière et sa localisation avait déjà fait l'objet d'inquiétudes.

Quinquennat: oui!

Paris (Reuters) — La réduction du mandat présidentiel français à cinq ans serait approuvée le 24 septembre par 77 % des votants mais le scrutin serait marqué par une abstention de 60 %, selon un sondage CSA pour Le Parisien, France 3, France inter et France info à paraître aujourd'hui. Dans cette même enquête CSA, 65 % des personnes interrogées en septembre déclarent qu'elles ne sont pas intéressées par le débat sur le référendum du 24 septembre.

Le sucre en poudre

L'Équateur laisse tomber sa monnaie pour le dollar

JACQUES THOMET
CORRESPONDANT
DE L'AFP À QUITO

Le sucre est devenu une relique de collection hier en Equateur, où cette monnaie locale, vieille de 116 ans, a fait place au dollar dans le seul pays latino-américain à n'utiliser qu'une devise étrangère pour ses échanges.

Depuis 0h locale hier, le dollar américain a officiellement remplacé le sucre, en vigueur depuis 1884, dans le cadre d'une politique de remise à flot de l'économie après l'effondrement de la monnaie nationale en 1999.

«Sous le règne de l'empire du dollar», traitait hier en une le quotidien La Hora de Quito, avec une photo de l'enterrement symbolique du sucre la veille au cimetière de la capitale par une centaine d'intellectuels. Le sucre avait emprunté le nom du héros local de l'indépendance, le maréchal Antonio José De Sucre, l'un des proches du «Libérateur» Simon Bolivar au début du XIX^e siècle dans la lutte contre l'occupation espagnole. Une longue file d'attente serpentait hier matin devant la Banque centrale de Quito, exceptionnellement ouverte pour permettre au public d'échanger ses derniers sucres contre des dollars, ou de se procurer des pièces métalliques contre des billets verts pour les achats de tous les jours.

Les 12,5 millions d'Équatoriens auront toutefois la possibilité de convertir leur

ancienne monnaie en dollars jusqu'au 9 mars prochain aux guichets de cet établissement financier. 90 % des sucres avaient déjà été remplacés vendredi par la monnaie américaine dans l'ensemble du pays, selon la Banque centrale.

Après l'annonce le 9 janvier dernier par le chef de l'État de l'époque, Jamil Mahuad, de la prochaine «dollarisation» du pays, l'Équateur a mis en place depuis mars la substitution du sucre par le billet vert. Lors du coup d'État du 21 janvier dernier contre M. Mahuad, Gustavo Noboa, jusque-là son vice-président, lui avait succédé, sans remettre en cause cette décision.

Le remplacement progressif des billets et pièces aura permis à l'Équateur de basculer dans cette nouvelle ère sans trouble particulier, hors la difficulté, notamment pour les paysans, de compter désormais en centimes américains. Pour adoucir la dollarisation face aux récriminations contre cette «perte de souveraineté», le gouvernement de Gustavo Noboa a fait frapper des pièces, de 1, 5, 10, 25 et 50 cents en espagnol, à l'effigie de héros du pays, avec le sceau «République d'Équateur». Ces monnaies ont été fabriquées au Canada et au Mexique, et 25 conteneurs de 18 tonnes chacun les ont trans-

portées par bateau jusqu'en Équateur. Les pièces en cents américains continueront de pouvoir être utilisées jusqu'à nouvel ordre. La plongée de ce pays en

1999 dans «la plus grave crise économique de son histoire», selon les propres termes de Gustavo Noboa, est à l'origine de ce bouleversement monétaire, en dépit de la réticence de la population à voir écorner son identité nationale avec la mort du sucre. Au Panama, où le dollar sert également dans les transactions, la monnaie nationale, le balboa, n'a jamais été retirée de la circulation. Le maintien d'un taux de change fixe de 25 000 sucres pour un dollar, fixé de façon permanente hier en Équateur, a permis à l'économie de se stabiliser, avec même une légère croissance du PIB de 0,8 % au premier trimestre 2000.

L'écroulement du sucre en 1999, devant une appréciation du dollar de 197 % en 12 mois, avait contraint le pouvoir à tenter d'endiguer la crise par le recours à une monnaie solide, en l'occurrence celle des États-Unis. L'Équateur avait connu l'an dernier une inflation de 61 %, une croissance négative du PIB de -7,2 %, et un déficit public de 4,4 %. La dette extérieure, de 13 milliards de dollars, a contraint Quito à recourir en avril à l'aide du FMI et d'organismes internationaux pour un prêt de deux milliards de dollars sur trois ans.

Les 12,5 millions d'Équatoriens ont jusqu'au 9 mars pour convertir leur ancienne monnaie en billet vert

Les Chiliens se souviennent du 11 septembre



CLAUDIA DAUT REUTERS

Cette Chilienne manifestait hier en portant un portrait de Salvador Allende et de Fidel Castro: la vérité s.v.p.

Santiago (AFP) — Des milliers de manifestants sont sortis hier dans les rues de Santiago pour évoquer la mémoire du président socialiste Salvador Allende, mort lors du coup d'État du général Augusto Pinochet le 11 septembre 1973.

À la veille du 27^e anniversaire du putsch, le cortège des manifestants qui scandaient «jugement de Pinochet!», a descendu vers midi l'avenue centrale de l'Alameda, s'arrêtant un moment devant le palais présidentiel de La Moneda pour y déposer des fleurs, avant de se diriger sous une pluie battante vers le Cimetière central où Allende est enterré, a constaté un journaliste de l'AFP.

Une messe à la mémoire du président défunt, qui s'est suicidé le jour du putsch dans le palais présidentiel, a été célébrée à La Moneda en présence de l'actuel président socialiste Ricardo Lagos, de plusieurs ministres et de dirigeants politiques.

«Nous voulons tous connaître la vérité, [nous voulons] la justice et non l'impunité», a déclaré à la fin de cette cérémonie Mme Hortensia Bussi, la veuve de Salvador Allende. Au Cimetière central se trouve également un monument où sont inscrits les noms de plus

d'un millier d'opposants disparus pendant les années de la dictature militaire (1973-1990).

Agé de 84 ans, le général Pinochet a été privé de son immunité parlementaire le 8 août sur décision de la Cour suprême. 170 plaintes ont été déposées contre l'ex-dictateur portant sur une majorité des cas des quelque 3000 opposants tués ou disparus sous son régime. Le juge Juan Guzman Tapia, chargé d'instruire l'ensemble de ces plaintes, a par ailleurs ordonné dimanche la fin de l'opération policière menée depuis trois jours dans la colonie Dignidad — regroupant des Allemands qui ont fui au Chili la défaite du nazisme — pour y rechercher des preuves de leur collaboration avec la police secrète de Pinochet. Le magistrat a pris cette décision en raison des conditions météo, exécrables depuis trois jours, et qui rendaient les recherches très difficiles.

Plusieurs des 170 plaintes instruites par M. Guzman contre Pinochet dénoncent des cas de tortures et d'assassinats survenus dans la colonie Dignidad. Cette communauté, située près de Parra, à 300 km au sud de Santiago, aurait ouvert ses portes sous la dictature à la police secrète.



Hélène SÉGUIN
Benoît THIBAUT

Le monde contemporain
5^e secondaire

Comprendre le monde contemporain.

Cahier 192 pages - 14,65 \$
Corrigé 192 pages - 43,95 \$

LIDEC inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

É D I T O R I A L

Le sommet
des vœux pieux

Les 189 chefs d'État réunis dans le cadre du Sommet du millénaire devaient plancher sur la pauvreté, l'éducation pour tous, le sida, l'élargissement du conseil de sécurité, et surtout sur les moyens d'intervention dans les conflits. Malgré l'urgence de bien des dossiers, cet aréopage de leaders s'est cantonné à la formulation de vagues promesses.

En vue du premier sommet du genre, le secrétaire général Kofi Annan avait envoyé au printemps dernier un volume baptisé *Nous les peuples - Le rôle des Nations unies au XXI^e siècle* à tous les chefs de gouvernement. Inventaire des problèmes auxquels l'humanité toute entière est confrontée, ce rapport se composait notamment de propositions susceptibles, dans l'esprit des hauts fonctionnaires de l'ONU, de panser certaines des plaies les plus vives.

Ainsi donc, bien avant qu'ils n'atterrissent à New York la semaine dernière les participants à un sommet qu'on voulait d'autant plus unique qu'il fut qualifié de millénaire connaissent par le menu les intentions de Annan. On savait qu'il souhaitait réduire la pauvreté de moitié, diminuer la propagation du sida qui est en train de ravager l'Afrique, concrétiser dans les faits le principe de l'éducation pour tous, et obtenir les engagements fermes pour tout ce qui a trait à l'intervention dans les conflits.

La pacification onusienne mise à part, pour l'instant, la majorité des acteurs de la scène internationale ont partagé les constats de l'ONU en prenant bien soin de ne pas s'engager plus avant. Tout un chacun est resté à la frontière des vœux pieux pour ne pas dire indifférents aux drames qui saignent en particulier le continent africain. On retiendra tout de même qu'un contingent imposant de représentants ont signé deux conventions dont l'une vise à bannir l'enrôlement d'enfants de moins de 18 ans dans les conflits alors que l'autre se propose de prohiber la

vente — oui, la vente — d'enfants.

De tous les dossiers abordés ou traités, celui ayant trait à la pacification onusienne symbolise plus que tout autre le résultat mi-figue, mi-raisin observé au terme de ce marathon de trois jours. Invités à l'élaboration de mécanismes propres à renforcer le volet pacification du mandat onusien, les membres du conseil de sécurité, le conseil élargi à 15 nations, ont conclu leur réunion sur... le vide!

À cet égard, on se souviendra que les experts auxquels Kofi Annan avait demandé de dégager des avenues en la matière avaient remis aux quinze membres du conseil un cahier de charges suggérant clairement comme fermement la constitution des forces multinationales de la taille d'une brigade de 5000 soldats disponibles dans un délai de trente jours. Il se trouve qu'aucun des membres du conseil n'a donné un écho favorable à une requête somme toute très modeste.

Pire, les quinze membres d'un conseil chargé notamment de faire la promotion de la paix n'ont pas daigné étudier les 57 suggestions formulées par le groupe dirigé par l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères Lakhdar Brahimi. À l'instar des experts rassemblés par Annan, le groupe de Brahimi avait recensé une somme de mécanismes propres à installer, si l'on peut dire, la paix en Afrique. On retiendra tout de même que le Canada, les Pays-Bas et l'Argentine, soutenus par trois membres du conseil permanent — États-Unis, France et Grande-Bretagne —, ont insisté sur la nécessité de reformuler le mandat des Casques bleus de manière à mieux protéger les civils. Ce fut en vain.

Pour ce qui est du conseil permanent, là également la conclusion fut terne. La Chine et la Russie se sont opposées à l'introduction d'autres nations au sein de cette instance. L'éventuelle addition de l'Allemagne et du Japon a été remise aux calendes grecques malgré les volontés exprimées de par le monde de reformer ce conseil.

Cela étant, lorsqu'on songe que Bill Clinton n'est pas parvenu à relancer les négociations sur le Proche Orient à la faveur de ce sommet, lorsqu'on songe que celui-ci s'est achevé sans que rien de tangible n'ait été décidé, on comprend mieux pourquoi ici et là on parle du sommet de l'inaction.

struffaut@ledevoir.ca



Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFPET



L E T T R E S

Vers un État policier?

La récente grève de nos agents de la paix peut nous laisser un goût amer. On les perçoit généralement comme des chevaliers sans peur et sans reproche au service de la société. Et voilà que soudain, pendant plusieurs semaines, ils semblent avoir fait passer leurs intérêts personnels avant celui de la société. On les a déjà vus manifester avec leur arme de poing... On vient de les voir sirotant un café pendant que les automobilistes rivalisaient avec Jacques...

On le sait, on nous le répète sur tous les tons, la vitesse tue. Les quelques semaines d'absence de nos policiers provinciaux sur nos autoroutes nous en ont encore une fois donné la preuve. La route était devenue dangereuse à la fois pour les apprentis coureurs et les autres usagers. «*Quand le chat est parti, les souris dansent...*» Quelle leçon va maintenant tirer l'homme de la route de ces événements? Que la route est dangereuse? Qu'il faut la partager avec tous? Qu'il faut freiner sa colère et son impatience? Que «*petit train va loin*»? J'en doute. Nos policiers, hommes de paix, dévoués au bien-être de la société auront montré à tous, que seule «*la crainte est le commencement de la sagesse*» comme il est écrit quelque part dans la Bible. L'éducation du peuple? Ce n'est pas leur rôle. D'ailleurs, le peuple est-il éducatif?

Quand un syndicat a plus de force que son employeur, comme ce semble le cas pour celui des policiers, doit-on voir là un premier pas vers un État policier?

Yvon Masse
Montréal, 2 août 2000

Être canadien,
mais à quel prix?

La stratégie fédérale actuelle est on ne peut plus claire. Il s'agit simplement de dire que le gouvernement du Parti québécois est séparatiste, qu'il veut briser le beau grand pays canadien pour que toutes argumenta-

tions deviennent superflues. Nul est besoin de justifier ses affirmations, tu es séparatiste, donc tu n'as pas voix au chapitre. Cette stratégie est dangereuse pour le Québec dans sa totalité, pour tous les québécois souverainistes et fédéralistes.

Le gouvernement fédéral réduit les paiements de transfert en santé mais c'est le gouvernement du Québec qui investit le moins *per capita* dans les soins de santé. Etait-ce ainsi avant les compressions fédérales? Est-ce que les méthodes comptables sont les mêmes d'une province à l'autre afin de comparer des données comparables? On n'en sait rien.

Il y a dix ans, la commission Bélanger-Campeau soumettait un rapport où la classe des gens d'affaires québécois affirmait que la décentralisation de certains pouvoirs d'Ottawa vers le Québec favoriserait le climat économique et leurs affaires. Que s'est-il passé depuis pour que cette situation change du tout au tout et qu'aujourd'hui si un entrepreneur québécois est soupçonné d'être nationaliste, il déclenche la méfiance de ses «partenaires» canadiens. L'unifilié ne veut pas être associé à la fleur de lys, il veut l'effacer.

Jean Chrétien nous a envoyé Jean Charest. Ils se sont donné comme mission d'agenouiller le Québec. Le meilleur moyen étant évidemment de lui enlever les moyens de ses ambitions. La caisse de dépôt, la Société générale de financement du Québec et les autres instruments étatiques pour favoriser la croissance économique québécoise sont désormais dans la ligne de tir. Robert Bourassa avait un certain nationalisme économique à tout le moins. Jean Charest n'a aucune autre forme de nationalisme que canadien.

Aujourd'hui, nos amis fédéraux, et malheureusement, de nombreux québécois fédéralistes avec eux, tentent de nous faire croire que tout serait bien mieux géré par le gouvernement fédéral; le gouvernement fédéral étant devenu champion de la justice sociale. Y a-t-il pire aberration? Les domaines de compétences exclusives du fédéral sont plutôt de bons exemples de gestion à éviter. Le gouver-

nement fédéral n'a jamais excellé dans les services directs à la population. L'assurance-emploi, les autochtones, les subventions directes du Ministère des ressources humaines, etc., sont des exemples récents de la gestion déficiente d'Ottawa.

Line Pelletier

Montréal, 1^{er} septembre 2000

Il y a entartage
et entartage...

La province de Québec ne devrait pas se gêner de faire appel à la Cour suprême. Il est évident que le Fédéral modifie la Constitution qui donne aux provinces compétence sur la santé. Il ne le fait pas légalement. Il change les règles du jeu en utilisant un marchandage qui déplace le problème politique. Il ne le déplace pas: il l'abolit. On gruge. On joue l'argent contre la raison. La loi du plus fort. Clinton en Colombie et Kadhafi aux Philippines! C'est la même façon de tricher. Mes amis bien pensants s'offusquent de penser que quelques carabins attardés se servent de la tarte pour ridiculiser nos grands bavards. Et pourquoi ne s'offusquent-ils pas de voir les entarteurs de la politique fédérale nous en mettre plein la face non seulement de l'assiette et de la crème mais de la croûte? Mes amis bien pensants se font acheter à petites doses. Ils ont perdu la culture. Ils vont perdre la santé. Ils vont perdre l'éducation. La loi du plus fort, l'argent, permet aux politiciens d'acheter qui ils veulent. C'est un entartage moins flamboyant que le vrai mais infiniment plus lâche et plus pernicieux. Si le Québec pensait gruger dans la loi qui donne au fédéral sa compétence sur l'armée, il y aurait un tollé. Le Québec doit faire appel à la Cour suprême car l'escalade de l'entartage politique enrobé d'élections ne peut trouver que la sa résolution. Un marchandage éhonté. Le commerce ne doit pas remplacer la conscience politique et ce qu'il en reste.

Gilles Derome

Laval, 1^{er} septembre 2000

LIBRE OPINION

Un système qui protège mal ses enfants

JEANNE D'ARC ROY
LUC FORTIN
CLAIRE DEMERS
LYNE BEAULIEU
ÉRIC BANASZAK

Intervenants sociaux en Montérégie

A vous, Pauline Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux; à vous, Gilles Baril, ministre délégué à la Jeunesse; à vous, hommes et femmes députés; à vous, hommes et femmes qui travaillez auprès des enfants en difficulté...

Nous, intervenants sociaux des Centres jeunesse de la Montérégie, avons lu avec un vif intérêt les articles parus dans *La Presse* du 16 juin 2000 et celui du journal *Le Devoir* du 4 août dernier. Nous partageons entièrement les propos de nos collègues psychologues des Centres jeunesse de Montréal en sachant très bien que leur réalité rejoint la nôtre. À notre tour, nous prenons la parole publiquement. Depuis plusieurs années, à l'intérieur de notre établissement, nous dénonçons la situation désastreuse des services en protection de la jeunesse. Aujourd'hui, nous décidons, par la voie des médias, de dire haut et fort ce qui se chuchote tout bas dans les corridors. Nous avons décidé de briser le silence de la peur, de l'impuissance, de la «loyauté» envers l'établissement... Nous n'avons plus d'autres choix que d'amener le débat hors de nos murs, car nous sommes les témoins quotidiens des drames sociaux qui frappent des centaines d'enfants et de parents.

Depuis plus d'un an, nous avons entrepris une

démarche professionnelle pour revendiquer des conditions de pratique conformes aux droits des enfants en besoin de protection et de leurs familles. À cet effet, nous avons rencontré nos collègues de tous les points de service de la Montérégie. De façon majoritaire, ils ont affirmé ne pas être en mesure de faire un vrai travail psychosocial auprès des enfants et des familles. Ils ont même dit, et cela est très inquiétant car nous avons un mandat légal de protection, qu'ils ne pouvaient respecter certains articles fondamentaux de la Loi sur la protection de la jeunesse. Ces articles sont les articles 8 et 69, qui stipulent que «*l'enfant a le droit de recevoir des services de santé, des services sociaux ainsi que des services d'éducation adéquats, sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée...*» et que «*pour remplir adéquatement ses fonctions, le directeur doit communiquer régulièrement avec l'enfant et sa famille et s'assurer une connaissance des conditions de vie de l'enfant et sa famille en se rendant sur les lieux le plus souvent possible*».

De notre consultation et discussion avec nos collègues, il est clairement ressorti que les enfants et leurs familles ne reçoivent donc pas les services spécialisés nécessaires à leurs besoins. Alors nous devons rendre cela public. Nous devons, en même temps, rappeler que la Montérégie souffre toujours d'un sous-financement chronique d'environ 45 millions de dollars (nous avons trois fois moins de budget que Montréal; nous avons le financement *per capita* le plus faible au Québec). Nous avons la population jeune la plus élevée au Québec. Nous avons

aussi la liste d'attente la plus longue aux étapes évaluation-orientation en protection jeunesse et en jeunes contrevenants, et à l'application des mesures en protection de la jeunesse. Enfin, notre région est pauvre pour l'ensemble des services psychosociaux (pédopsychiatrie, CLSC, etc.).

Enfin, nos collègues des Centres jeunesse de Montréal ont montré par des exemples bien réels comment des enfants pris en charge par un système qui a la responsabilité de les protéger sont placés dans des situations intolérables. Nous avons appris que l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec, à la suite d'une inspection professionnelle aux Centres jeunesse de Montréal, mentionne dans son rapport, daté du 23 mai 2000, que «*la qualité des interventions et la sécurité des enfants sont grandement à risque*». Nous savons aussi qu'il y a une enquête ministérielle en cours.

Par notre lettre ouverte, nous voulons indiquer que les enfants en Montérégie vivent aussi une situation à très haut risque. Savez-vous qu'à l'heure actuelle, nous sommes toujours dans l'obligation de choisir lesquels des enfants nous allons protéger parmi tous ceux pour lesquels nous avons reçu un mandat de protection? Savez-vous que même ceux que nous avons «choisi» de protéger ne le seront pas entièrement?

C'est comme ça en Montérégie (avec des problèmes encore plus criants à cause du problème du sous-financement historique), mais c'est aussi comme ça ailleurs. Il y a quelques années, il y a eu l'affaire Beaumont, ensuite les Laurentides et aujourd'hui Montréal. En juin dernier, un des hauts re-

présentants de notre système de protection, Jean Bédard, directeur des services professionnels du Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent, a démissionné de son poste en déclarant ne plus pouvoir cautionner le manque de services sociaux. N'est-il pas temps de regarder l'ensemble du réseau des Centres jeunesse du Québec?

De multiples études et rapports (Harvey, Bouchard, Jasmin, Cliche, etc.) ont identifié clairement les failles énormes du système. Un de ces rapports est celui de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse concernant les enfants maltraités de Beaumont. Y a-t-il eu de réelles suites aux corrections exigées par la Commission? Non, que des apparences... La situation a continué de se détériorer.

Le temps des rapports est à notre avis terminé, tout comme celui de faire croire à la population qu'il existe un système capable de protéger les enfants en danger.

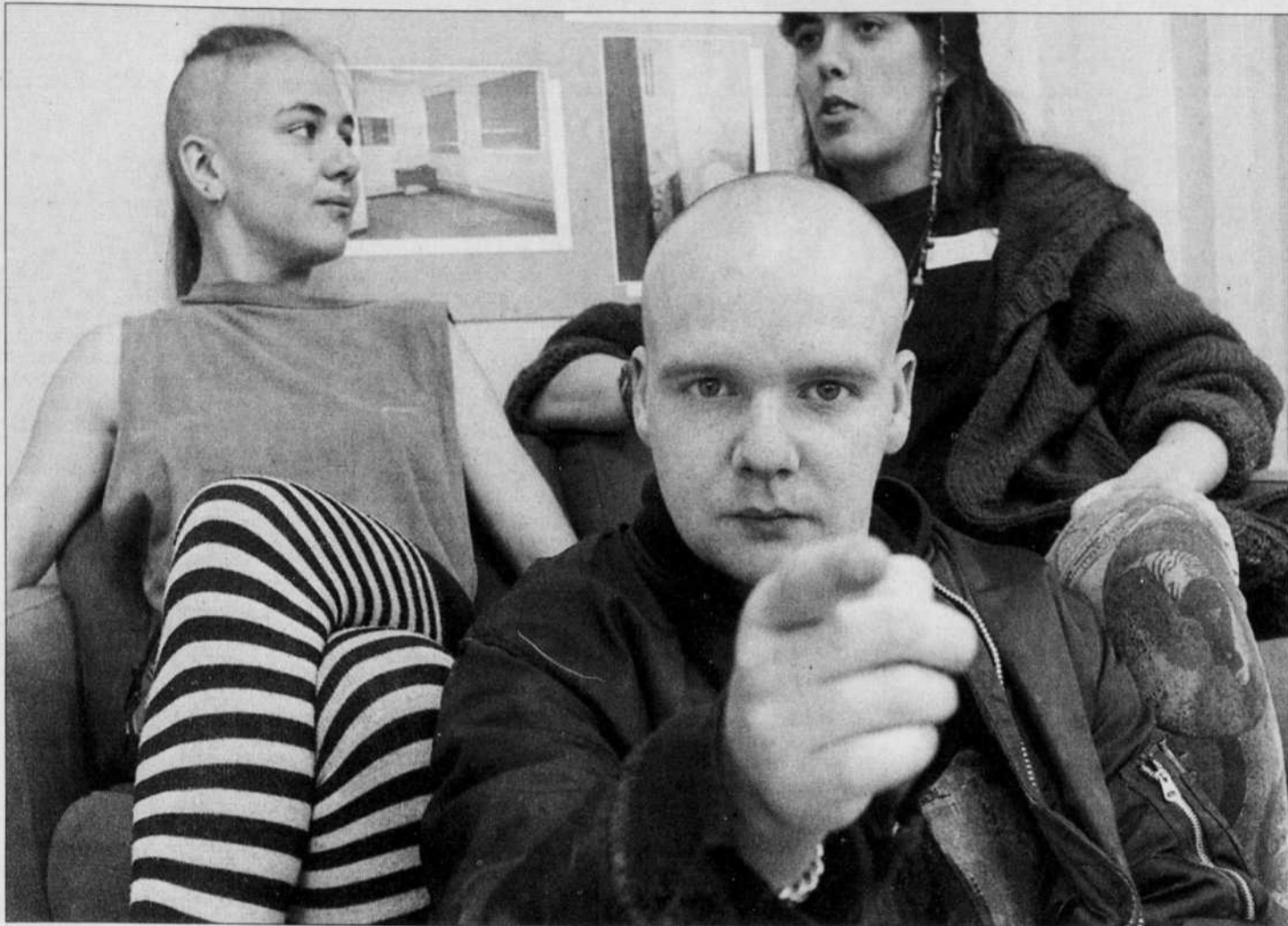
Le temps est venu pour les professionnels d'agir en fonction de leurs valeurs, de leur éthique et de leurs normes de quantité et de qualité.

Le temps est venu pour l'État de prendre ses responsabilités face à la détresse sociale des enfants et des parents et d'être aussi imputable de ses décisions.

Le temps est venu pour l'État d'investir massivement et correctement dans les familles et dans l'aide aux familles.

Et nous, professionnels de l'enfance en difficulté, nous n'avons d'autre choix que de dénoncer un système en déroute qui s'efforce de maintenir la vision que tout va bien.

IDÉES



Après 20 ans d'application, la loi elle-même a besoin d'être revue. Par exemple, elle applique les mêmes principes aux enfants de zéro à 18 ans malgré l'extrême disparité de leurs besoins d'un âge à l'autre.

Protection de la jeunesse

Une remise en cause de tout le système

LOUISIANE GAUTHIER

Psychologue

La présente intervention fait suite à celle parue le 4 août dernier sous ma signature et celle de mon collègue, le psychologue Gérard Lajoie, où, dans une formule certes inusitée, nous avons fait entendre la voix d'enfants qui ont été traités dans le cadre de la Loi de la protection de la jeunesse au cours des dernières années. Notre but était évidemment d'éveiller l'attention sur les incongruités susceptibles de se produire aux diverses étapes du système, tel qu'il fonctionne actuellement. Quel parti faut-il tirer de ce cri d'alarme?

Dépasser le cas particulier

Il va sans dire que les situations décrites ont inquiété l'organisme responsable de l'application de la loi et que tous les moyens ont été pris pour s'assurer du bien-être de ces enfants. Cela dit, la recherche d'une faille individuelle serait ici une erreur de cible. L'horizon est beaucoup plus vaste et ne concerne pas, tant s'en faut, les enfants de Montréal seuls et ces seuls enfants-là; nos collègues en province partagent avec nous d'aussi douloureux constats. C'est un regard systémique qui est désormais demandé aux hommes et aux femmes de bonne volonté. Toute réduction de ces situations à des responsabilités individuelles nous détournerait des problèmes de fond qui minent désormais la protection que nous devons accorder aux plus démunis de nos enfants au Québec. Si le texte publié le 4 août servait à accablent davantage les intervenants sociaux qui portent depuis des années le système à bout de bras, il serait complètement dénoté de son but. Nous avons relayé la voix des enfants. Pour nous, ils ne sont pas anonymes sous les chiffres; ils ont un nom, un visage et une détresse. Nous avons aussi relayé les souffrances et les inquiétudes des intervenants qui, aux premières loges, s'échinent le cœur contre l'impuissance et la démolition. Nous savons que les chefs de service et les autres gestionnaires s'affairent à répondre au plus urgent et continuent de carburer dans l'espoir de temps meilleurs. Ce ne sont pas des histoires d'incurie personnelle, ce sont des histoires de paralysie du système par insuffisance de moyens. Lever le silence est un acte politique, l'expression d'un sentiment de responsabilité personnelle devant la détresse que nous voyons. Nous ne sommes ni des traîtres, ni des héros. D'autres auraient fait ou font les choses autrement.

L'article se voulait une interpellation des responsables politiques parce que ce sont eux qui disposent du pouvoir de faire des lois et qui contrôlent les cordons de la bourse pour les rendre applicables. Les hommes et les femmes politiques se sont engagés à nous représenter et c'est pourquoi nous nous sommes adressés à eux.

Les effets des amputations

Au cours des dernières années, il y a eu des ponctions majeures d'argent qui ont grevé les services alors que de l'avis des experts, les changements de pratique auraient au contraire commandé l'investissement de sommes fraîches. Peut-on penser qu'il n'y a que dans les hôpitaux que le bât blesse? Les Centres jeunesse ont été amputés de 60 millions au cours des dernières années. Des ressources diminuées et des besoins qui augmentent posent un premier problème. Nous avons été ahuris

par l'octroi de 120 millions miraculeux, non ciblés, pour brancher le Québec sur Internet et de 13 millions pour l'industrie des courses de chevaux. Sans doute, n'y a-t-il que des besoins criants... alors, nous criions au secours pour les enfants du Québec qui ont énormément perdu au cours des dernières années, notamment en lieux et en possibilité de soins. Il faut réinjecter de l'argent dans ce système sans quoi la mission prescrite par la loi est impossible. Les gens de l'Abitibi, du Bas du Fleuve, de la Montérégie n'en pensent pas moins. Voilà pour l'argent. C'est un premier et essentiel niveau, celui du nerf de la guerre à la misère des enfants mais la guerre commande aussi d'autres armes sur lesquelles il serait aussi temps de réfléchir.

Repenser la loi

Après 20 ans d'application, la loi elle-même a besoin d'être revue. Par exemple, elle applique les mêmes principes aux enfants de zéro à 18 ans malgré l'extrême disparité de leurs besoins d'un âge à l'autre. Ne devrait-elle pas comprendre des catégories d'âge auxquelles s'appliqueraient des principes d'interprétation et des modalités d'intervention adaptés? Pour les tout-petits, la loi ne peut plus ignorer l'état actuel des connaissances en matière d'attachement des enfants et l'impact de tout bouleversement sur le développement neurologique des nouveau-nés. Il y a une réflexion sérieuse à faire sur le milieu naturel et sur les figures d'attachement. La clinique actuelle nous apprend que le milieu naturel érigé en objectif est sans fondement et ne peut constituer une règle universelle. C'est dans la famille que la sécurité et le développement ont été compromis par l'abandon, la négligence, les sévices physiques ou les violences sexuelles, la toxicomanie ou la pathologie parentale. Posons la question clairement: la loi vise-t-elle une protection des familles naturelles ou une protection de l'enfant pour lui-même? Le débat n'est pas oiseux.

Évaluer un cas

Quand le cas d'un enfant en détresse est soumis au Directeur de la protection de la jeunesse, les questions posées sont simples, mais les réponses exigeantes parce qu'elles obligent à une rigueur partagée nourrie de plusieurs disciplines. Ces questions concernent d'abord la nature du problème. S'agit-il de négligence, de sévices physiques, etc...? En quoi, la compétence parentale est-elle déficiente? Ensuite, cette déficience déterminée est-elle curable en temps opportun, compte tenu des risques encourus par l'enfant et de sa capacité d'attendre la réhabilitation de ses parents sans entraver ses possibilités de développement?

Si, au contraire, la réponse est négative, quel est, parmi les solutions prévues par la loi, le meilleur moyen de donner à cet enfant un milieu de vie stable où il pourra grandir à sa juste mesure? S'il y a nécessité de placement, le type de placement devrait être choisi en vue d'un objectif clair: placement répété aux parents forcément bref et favorisant les liens continus, ou alors placement visant un transfert des liens d'attachement avec soutien intensif des professionnels. Ces concepts devraient être soigneusement élaborés et non pas laissés au ballottage de la vie ou aux courants d'idées. Nous assistons trop souvent à des placements transitoires chroniques où la hantise des ruptures tissent l'an-

goisse des jours pendant que l'enfant est privé d'une appartenance indispensable à son développement. Ce n'est pourtant pas faute de bonne volonté individuelle chez nos professionnels. En cette période de compressions budgétaires et de raréfaction des ressources, il faut examiner de plus près ce qui est signifié par le concept de base de notre loi libellé sous l'expression «sécurité et développement de l'enfant». N'y aurait-il pas lieu de scinder l'expression pour donner toute son importance au développement? La loi pourrait établir le principe d'une évaluation des facteurs de risque comme paramètre décisionnel.

Posons la question clairement: la loi vise-t-elle une protection des familles naturelles ou une protection de l'enfant pour lui-même?

Enfin, toutes ces questions qui conditionnent le destin des enfants au besoin de protection soulèvent l'importance de la rigueur de l'évaluation de la matérialité des faits d'un point de vue clinique par ceux qui en ont la compétence. On ne peut dire faire l'économie d'une évaluation rigoureuse, s'il y a lieu multidisciplinaire. À cet égard, nous comprenons mal que le réseau médical et hospitalier ne soit pas davantage mis à contribution comme partie intégrante de l'évaluation. Une clinique d'expertise devrait être au service de la direction de la protection de la jeunesse tout comme les équipes de traitement devaient pouvoir compter sur le soutien du monde médical psychiatrique non pas à la pièce mais dans une perspective de permanence.

Où sont les ressources spécialisées?

Sur le plan des ressources, une restauration de lieux de soins spécialisés s'impose. Il y a des enfants qui nécessitent des soins intensifs dans un milieu d'hébergement où des professionnels les prendraient en charge. Nous avons des moyens cliniques. Ces enfants non soignés traverseront toute leur vie en quête de soins. Ne dénions pas la pathologie des enfants parce qu'ils naissent dans une misère sociale.

Nous sommes en manque de familles d'accueil, en manque de familles adoptives. Pourtant, les postulants à l'adoption internationale ne manquent pas. Y a-t-il encore, dans cette société, un espoir, une générosité pour l'humanité, pour un engagement qui nous transcende? Comment instaurer des valeurs d'humanité et d'engagement et impliquer nos concitoyens dans la prise en charge des enfants démunis?

Un rôle phare pour la commission de protection de droits

En somme, nos responsables politiques doivent investir plus d'argent dans notre réseau, le législateur doit réfléchir à une reconfiguration de sa loi en conformité avec les connaissances cliniques actuelles, les administrateurs doivent repenser les structures, les ressources et établir des priorités. Enfin, c'est toute la société qui doit courageusement remettre en question ses valeurs et ses choix. À cet égard, la Commission de protection de droits de la personne et des droits des enfants pourrait, à partir du mandat qui lui est dévolu par la loi, jouer un rôle important dans la mise en marche de ce grand ménage par ses études et ses recommandations au gouvernement.

La communauté clinique est au poste, sur le front d'une des plus grandes misères de notre société. Elle doit être soutenue par toutes les instances responsables parce que pour nombre d'enfants, c'est elle qui fait la différence dans leur destin.

Serge Bouchard



Fond du baril

Notre monde roule à un train d'enfer et personne n'a remarqué qu'il ne s'arrête plus de tourner. Cela nous prend une énergie considérable pour ainsi faire le tour du cadran, de la semaine autant que de l'année. S'il vous est encore permis de dormir, ne vous avisez pas de trop souvent tomber en panne. Manquer de jus est un péché mortel, un instant tragique dont les conséquences se seront encore plus. Votre réputation pourrait en souffrir. Car la panne sèche représente l'horreur absolue dans un monde qui carbure à toute vapeur. Reconnaissions la valeur de notre essence, un point c'est tout, le reste coulera de source.

Dans nos emportements modernes, pas question de s'arrêter, le moteur qui cale est un bateau qui coule. Il nous faut suivre le trafic, il est même bon de le doubler. Dès lors, que serions-nous sans nos postes et nos relais, sans nos innombrables stations-service? Faire le plein, savoir que son réservoir est rempli jusqu'au collet, voilà une des grandes satisfactions du monde contemporain. Mais il y a plus. La multiplication des postes d'essence, les logos, Esso, Texaco, l'évolution des architectures au fil des générations, voilà notre histoire, voilà notre culture. Juste dans le temps de ma vie, la forme des pompes a beaucoup évolué, passant comme le reste de l'idée ronde à l'idée carrée. Dans ma jeunesse, hier encore, les façades sentaient l'huile et les garages étaient synonymes de saleté. Le pompiste risquait à tout moment de s'enflammer. D'autant qu'il fumait comme une cheminée. La nuit, ces garages noirs fermaient pompes et portes. C'étaient des garages de villages et de villes, des stations qui respiraient au rythme d'une humanité qui dormait ses dernières nuits. Cela, bien sûr, est chose du passé. Car la station-service s'illumine de plus en plus.

Dans la noirceur de la grand-route, la grande enseignne Shell luit autant que la pleine lune, elle se voit à des kilomètres, représentant notre espérance, notre réunion, notre communauté. Il y aura un dépanneur, un Tim Horton, des cigarettes, du café, il y aura du monde, des camions endormis, des voyageurs, de la lumière, de la chaleur. Et l'asphalte du stationnement est plus propre que celui de l'hôpital. Oui, dans la noirceur de la nuit sur l'interminable route au milliard de pointillés, le logo Petro-Canada nous rassure plus que la pancarte annonçant n'importe quel village, un village que l'on ne connaît pas, que l'on ne veut pas connaître et qui n'a rien à nous offrir. Nous ne cherchons pas Saint-Machin, nous cherchons la lumière du poste d'essence en bordure, en périphérie, quelque part au milieu de nulle part qui n'est surtout pas Saint-Machin. Là, le poste d'essence ne ferme jamais, ne dort jamais, il y aura des beignes la veille de Noël, jamais les immenses lampadaires éclairant dix acres de terrain ne s'éteindront. Le super poste d'essence a conquis son indépendance sur le territoire, il ne dépend que de lui-même. Toutes les voitures viendront à lui, comme des insectes qui poursuivent un phare dans la nuit.

Quelqu'un a déjà dit que le Canada était «a loose confederation of shopping centres», c'est-à-dire une confédération «lousse» de centres commerciaux. Ce quelqu'un se rapprochait de la vérité. Le Canada est un immense chapelet de postes d'essence, des taches blanches dans la nuit, reliant entre elles quelques grandes cités-galaxies. Ces relais sont nos nouveaux sanctuaires. Pour nous arrêter, nous réfrigérer, souffler, faire le vide, faire le plein, nous ne cherchons plus l'église du village, encore moins son curé. Nous recherchons plutôt la vapeur de l'essence et la sécurité de la prochaine station.

Bien sûr, l'on nous dira que l'Univers est principalement gazeux. Tout ce qui lui explose. Vous retrouverez du gaz à l'origine de la matière, vous le verrez aussi très raffiné quand il touche à la pointe de l'évolution. Il est des gaz partout et les gaz sont partout nécessaires. Sans gaz, pas d'Univers. Dans l'ordre d'importance, le gaz l'emporte sur la matière. Alors, l'essence est ce qu'il y a de plus naturel. Cependant, nous l'oublions volontiers, la nature a ceci de désagréable qu'elle est hautement polluante. Que voulez-vous, tout carbure.

Que serions-nous sans nos pompes, sans cette essence qui nous drogue, nous allume et nous fait voyager? La super station-service donne un sens et un mouvement à notre société, nous tenons là le dépanneur ultime. Dans cette lumière, que nous ne voyons plus, se cachent nos quatre vérités.

Nous avons fait de nos vies une course à relais absurde. Chaque station menace d'être la dernière. Il y a toute une différence entre le F de «full» et le E de «empty». Sur le tableau de bord de toutes nos voitures, nous vérifions régulièrement le cadran qui mesure l'amplitude dérisoire de notre pauvre liberté.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur.

Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Benoit Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Ballargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpeit (livres); Odile Tremblay (cinéma), Clément Trudel (musique); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Pierre O'Neill, Hélène Buzzetti, Manon Cornélière (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (omnis); LA DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurbutt, Dominique Larivière, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland (Québec), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zaida; PROMOTION ET TIRAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lalleur, Claudette Bellevue (secrétaire administrative), Danielle Laperrrière, Nathalie Perrier, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boissvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SANTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

«Si, pour des raisons politiques, un premier ministre claqua la porte, cela m'indiffère, a-t-il expliqué aux journalistes. Je l'ai dit très clairement: consensus ne veut pas dire unanimité.»

Les provinces atlantiques tiennent mordicus à un déplaçonnement des paiements de péréquation. Officiellement, ce dossier n'est pas sur la table mais on souhaite avoir des discussions préliminaires à ce sujet.

Pour le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, l'objectif, c'est de signer une entente globale avec toutes les provinces. «Mais je ferai ce qui est le mieux dans l'intérêt des gens du Nouveau-Brunswick», a-t-il souligné.

Les premiers ministres doivent entamer leurs discussions ce matin.

ALOUETTES

Un stade amélioré en 2002

SUITE DE LA PAGE 1

ficité anticipé des Expos à la fin de la saison 2001 atteindra un cumulatif de 80 millions!

«Tout le monde sait très bien que ces gars-là [en parlant des Expos] ne sont ici que pour venir collecter leur argent», vous dira un Bruno Heppell souriant et pas du tout amer du fait qu'il ne touche qu'un salaire moyen. «Tu regardes tes amis dans la vraie vie et tu ne peux qu'être content de ton propre sort et de ton salaire.»

Le point de départ de l'histoire d'amour entre les montréalais et leur équipe de football, c'est la présence active des Alouettes dans la communauté sur laquelle Larry Smith insiste et que les joueurs acceptent d'emblée d'assumer. Le nombre élevé de joueurs francophones — on en compte une bonne dizaine — a son impact aussi. «Notre relation avec les fans, c'est une relation que tu retrouvais dans le temps de Maurice Richard», d'ajouter Heppell. Et il a raison: Richard envisageait son rôle comme celui d'un simple ouvrier content d'assurer le bien-être de sa famille et pas du tout conscient du statut de héros national qu'on voulait bien lui attribuer.

«Tout autour de la ligue, les joueurs disent qu'ils aiment venir à Montréal; c'est de loin leur ville favorite.» C'est le joueur de ligne Pierre Vercheval qui l'affirme. Et il sait de quoi il parle, lui qui a joué à Edmonton et Toronto avant de finalement concrétiser son rêve d'enfance, celui d'évoluer devant les siens au Québec. «Au début j'avais des doutes quant au succès des Alouettes à Montréal. Maintenant, je suis emballé par l'expérience. L'énergie de la foule nous aide au plus haut point.»

Hier après-midi, la foule a tout fait pour propulser les Alouettes vers la victoire sur leurs éternels rivaux les Tiger-Cats de Hamilton. Le sort en aura voulu autrement et c'eût été un 12^e gain de suite à domicile pour les près de 20 000 partisans locaux, qui, à l'image de leurs héros, sont contents de leur sort, celui de se retrouver en famille dans un stade désuet mais ô combien chaleureux, stade dont les conditions verront de très nettes améliorations en 2002. De 24 000 à 25 000 personnes pourront alors le remplir, assurant ainsi à l'équipe une marge de profit respectable et permettant à son propriétaire — un Américain soit dit en passant — d'apprécier cette ville et ses citoyens.

Pendant ce temps un autre Américain fait tout ce qu'il peut pour s'aliéner cette même ville. Son plan perfide et tortueux va sans doute connaître un aboutissement inéluctable: le départ des Expos de Montréal. «Alouettes en colère!» — celles chantées par Félix Leclerc — pourront sans doute se consoler en se disant que leur stade est bel et bien au centre-ville, habité par des oiseaux dont le chant fait bien plus qu'un printemps puisqu'il s'entend l'automne venu. Et qu'il s'entendra longtemps encore, bien après l'exode des Expos.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

vient à un moment de crise internationale sur les prix du pétrole et de craintes qu'elle ne provoque l'inflation et ne menace la croissance économique mondiale.

Effective à compter du 1^{er} octobre et répartie au prorata, elle est un peu plus importante que prévu et devrait permettre d'apaiser les craintes des pays importateurs et de ramener les prix dans la marge de 22 à 28 dollars le baril retenue par le cartel. «La flambée des cours [du brut] est derrière nous», croit Leo Drollas, expert du Centre for Global Energy Studies (CGES, Londres).

Le ministre du Pétrole du Qatar, Abdoullah al-Atiyah, le pense aussi: «Nous pensons que c'est suffisant mais nous souhaitons que les pays consommateurs s'emploient à réduire les taxes.»

«L'OPEP est très soucieuse de la stabilité du marché du pétrole, avec des prix justes et raisonnables pour les clients», a affirmé pour sa part le président vénézuélien de l'Organisation, Ali Rodriguez.

Il faudra toutefois attendre des mois avant que le prix du pétrole ne revienne dans la marge de 20 à 25 dollars le baril, souhaitée par les grands consommateurs de pétrole que sont les États-Unis et l'Europe.

A Washington, le gouvernement américain a donné crédit à l'Arabie saoudite pour cette augmentation tout en soulignant qu'il était trop tôt pour savoir quel effet elle aurait sur le pétrole actuel. «Je pense qu'il nous faut assimiler ce qu'ils ont décidé aujourd'hui», a déclaré prudemment John Podesta, secrétaire général de la Maison-Blanche. «Nous sommes à court de

SUITE DE LA PAGE 1

pable d'aller repérer des hydrocarbures qui se trouvent à 3000 mètres au-dessous de la mer et d'aller les chercher. Le nombre de territoires inexploités est encore extraordinaire.»

L'OPEP

Par son existence même, l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) fait figure d'accusée. Elle a été créée justement — en 1960 — pour faire pression sur les prix à la hausse et pour que les économies des pays membres en profitent. C'est à partir des années soixante-dix qu'elle a pris conscience de son pouvoir. Les pays producteurs ont nationalisé les compagnies occidentales qui opéraient sur leur territoire et ont pu ainsi fermer les vannes en 1973. D'où le premier choc pétrolier. Mais l'OPEP a beaucoup appris depuis cette date. Elle a compris qu'une augmentation trop importante des prix pouvait avoir des effets néfastes: les pays consommateurs lancent alors des programmes d'énergie de substitution — comme le nucléaire — et les membres du cartel trichent en ne respectant pas leurs quotas de production. C'est ce qui s'est passé avec le contre-choc pétrolier de 1986. Or les pays fortement peuplés de l'OPEP ne peuvent pas se permettre des prix trop bas. À 10 dollars le baril, en 1998, l'Arabie saoudite a failli connaître une grave crise sociale. L'OPEP avait ouvert ses vannes trop fortement sans prévoir la crise asiatique. Inversement, personne n'avait vu venir une reprise aussi rapide en Asie.

Forts de tous ces enseignements, les pays membres ont tout fait depuis le début de l'année pour que le baril ne reste pas trop longtemps au-dessus de 30 dollars. Avec la décision d'hier, cela fait trois fois, cette année, que l'OPEP revoit ses quotas à la hausse. Le total se monte ainsi à plus de trois millions de barils par jour.

Les compagnies privées

Les bénéfices exceptionnels des principales compagnies pétrolières — BP Amoco, Exxon, Royal Dutch Shell et TotalFinaElf — ont choqué. Cela en fait-il pour autant des responsables en puissance?

En fait, c'est, globalement, aux compagnies des pays occidentaux que l'on doit d'avoir depuis quinze ans un pétrole non marché. Après s'être vu priver d'accès aux ressources les plus facilement disponibles au Moyen-Orient — à la suite de la vague de nationalisations —, les majors ne se sont pas découragées. Elles ont amélioré leurs techniques pour al-

SUITE DE LA PAGE 1

récolte les témoignages des héritiers de ce geste, soit ceux qui glanent et grappillent dans les champs et les poubelles pour survivre. Avec les voix de ces Autres, qu'on voudrait invisibles, Varda dresse le portrait désolant d'une France contemporaine — et par là de l'Occident industrialisé d'aujourd'hui — qui vit une hystérie de surconsommation indécente.

Son contact avec ces gens lui a été facilité par l'intimité que permet la caméra vidéo légère, et qui lui permet à elle aussi, Agnès V., de s'inscrire dans le film, avec son corps plus si jeune, comme un élément matériel que la vie un jour rejettera à son tour. Mais son travail est celui de cueillir les images des personnes qui ramassent les déchets du marché public à la ville, qui passent derrière les cueilleurs de pommes ou de raisin à la campagne, ou encore qui remplissent leurs sacs des pommes de terre malformées ou trop grosses pour l'emballage, déversées à la tonne dans les champs où elles ont été cueillies. Du lot, certaines ont la forme d'un cœur. Ça la touche, elle en ramasse, elle en fait un tas: «C'est allégorique de voir qu'en circulant parmi des personnes qui vivent de nos restes, on tombe sur le cœur, la générosité, l'intelligence, la gentillesse des personnes qui ont le bon sens de ramasser. Ça déplace complètement le point de vue pictural qu'on avait, sur les glaneuses d'autrefois, qui étaient par groupes, qui avaient de jolis tabliers, qui se courbaient gracieusement. C'est une image assez idyllique, alors que celles qui ont glané autrefois nous racontent que c'était dur, que le blé piquait et qu'il y avait des moustiques. Mais au moins ça se faisait en collectivité, et dans la bonne humeur, alors qu'aujourd'hui, au tournant du siècle, ce n'est plus collectif parce que les gens sont seuls», me faisait-elle remarquer hier après-midi, dans le brouhaha du Park Hyatt, centre névralgique du festival, où l'on s'est rencontrés.

OPEP

pétrole et nous avons appelé à l'augmentation de la production. Je pense que cette augmentation substantielle est attribuable à l'Arabie saoudite.»

Le prix élevé des carburants a été jusqu'à provoquer des troubles dans certains pays, la France en premier lieu, qui sort tout juste d'un véritable blocus de ses raffineries et dépôts de carburant par les sociétés de transport routier, mais aussi dans une moindre mesure en Grande-Bretagne et en Allemagne. Aux États-Unis, on s'inquiète d'ores et déjà d'une pénurie de fioul ou de prix prohibitifs pour se chauffer l'hiver prochain.

Sur le plan diplomatique, les ministres européens des Finances réunis à Versailles se sont dit préoccupés par le fait que l'inflation du cours du pétrole puisse enrayer la reprise économique mondiale. Même préoccupation en Asie: les 21 ministres des finances de l'APEC, association des pays riverains du Pacifique ont averti que le renchérissement de l'or noir pourrait avoir des effets néfastes sur leurs économies.

«On a fait tout ce qu'on a pu mais on ne peut pas résoudre l'ensemble du problème», a déclaré M. Al-Atiyah, le représentant du Qatar. À l'OPEP, on ne se prive pas de mettre le doigt sur le niveau élevé des taxes gouvernementales sur les carburants dans la plupart des pays, à l'exception des États-Unis. Le ministre qatari a appelé ces pays à faire un effort: «S'ils réduisent les taxes, je crois qu'on arrivera à un prix très stable.»

À plein régime

Les analystes estiment qu'à l'exception de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des Émirats, les États

PRIX

ler forer dans des endroits qu'on jugeait inaccessible — l'offshore en particulier — à des prix concurrentiels. Et elles ont convaincu les pays du tiers monde hors OPEP de leur concéder leurs sous-sol — au prix de toutes sortes de corruption entre autres. En 1999, la production dans les pays non-OPEP s'est élevée à 1,67 milliard de tonnes par an, soit un tout petit peu plus que dans l'OPEP (1,41).

Seulement, les compagnies ont subi les contre-coups du choc de 1998. À 10 dollars le baril, elles ont réduit de façon draconienne leurs investissements. Ce qui explique leur impuissance actuelle. «Nous sommes dans une économie libérale», se justifie Philippe Trépan, président de l'Union française des industries pétrolières. «On ne va pas accuser les sociétés privées de faire d'abord attention à gagner de l'argent.»

85,9 cents le litre à Montréal

FRANÇOIS NORMAND

LE DEVOIR

Le prix de l'essence ordinaire à la pompe n'a pas varié en fin de semaine à Montréal. Les automobilistes doivent donc toujours déboursier 85,9 cents le litre pour faire le plein.

Jeudi en fin de journée, les grandes compagnies pétrolières avaient rehaussé le prix de l'essence ordinaire à la pompe d'environ 10 ¢, mais non sans quelques hésitations, craignant de subir les foudres des consommateurs.

Cette augmentation du prix de l'essence ordinaire s'est faite dans l'ensemble du Québec. Dans les jours précédents, certains détaillants vendaient leur essence en deçà du prix plancher — le prix à la rampe, le transport et les taxes — qui est déterminé chaque semaine par la Régie de l'énergie, et ce, pour chaque région du Québec.

En fait, ce prix plancher a une semaine de décalage sur le marché. Par exemple, la semaine dernière à Montréal, certains détaillants vendaient leur essence 74,9 cents le litre. Mais ce prix ne prenait pas en considération l'augmentation du prix du pétrole brut.

À ce prix, ces détaillants vendaient donc leur essence trois cents le litre en deçà du vrai coût d'approvisionnement qui s'établissait alors à 78 ¢ le litre.

VARDA

«En circulant parmi des personnes qui vivent de nos restes, on tombe sur le cœur, la générosité, l'intelligence, la gentillesse des personnes qui ont le bon sens de ramasser»

Un peu à la manière de Birkin, à qui elle faisait prendre la pose de différents personnages de tableaux dans *Jane B par Agnès V.*, la cinéaste prend la pose d'un portrait de Millet, la botte de blé sur l'épaule, s'inscrivant en faux contre une perception sociale qui veut que se pencher soit synonyme de s'abaisser. La botte tombera, et les préjugés aussi. «Tout le propos consistait à trouver des personnes qui revendiquent ce geste, qui sont actifs dans leur façon de récupérer les restes, qui ont une conscience critique de la société dans laquelle ils vivent. Ils tiennent debout, ils ont du cœur, ils sont généreux et ils partagent. On décale complètement l'image du glanage, pour parler du monde d'aujourd'hui, de mes restes, de vos restes.»

La démarche du film n'est pas revendicatrice, la cinéaste cherchant plutôt à établir un dialogue entre les personnages de son film et les spectateurs dans la salle. D'ailleurs, depuis qu'il est sorti en France, en juillet, son film circule, ses 25 copies promenées dans les grands centres, certes, mais aussi dans les campagnes, dans les villages, des lieux où elle désire qu'il soit vu, et que les distributeurs évitent trop souvent. «J'ai une cinéécriture qui est extrêmement facile, qui fait que je peux m'adresser à tout le monde, mais le mot commercial ne s'applique pas à moi. J'ai une idée du cinéma artisanale, et d'une commercialisation artisanale. J'ai toujours fait des films ou j'essaie d'avoir une relation directe avec les gens qui sont dans la salle. Ce mot américain d'"audience", c'est pour moi comme un paquet. Je préfère le mot "spectateurs". Et je souhaite que chacun ait un rapport direct avec les gens qui sont dans le film. Et que le box-office ne soit pas une question de chiffres mais de nombre d'implantations.»

Agnès Varda revendique pour *Les Glaneuses* et la *Glanuse* l'authenticité la plus entière; les mots, elle ne les a pas mis dans la bouche de ses personnes, les poubelles, elle ne les a pas engraisées pour traquer leur regard de triomphe. Le film est le

membres produisent déjà à plein régime et ne peuvent pomper plus de brut.

L'OPEP «a la capacité de produire plus», a répondu à ces sceptiques le président de l'OPEP et ministre vénézuélien du Pétrole Ali Rodriguez. Toutefois, a-t-il reconnu, si les augmentations continuaient «comme cela, nous pourrions arriver à des limites».

«Wait and see», pourrait être le leitmotiv de l'OPEP, comme des marchés. Les ministres ont ainsi prévu de se retrouver le 12 novembre pour évaluer la situation. «L'OPEP pourra décider encore d'une augmentation de la production» en novembre si la hausse décidée hier «n'a pas été suffisante» pour faire baisser les cours, a déclaré le ministre saoudien du Pétrole Ali al-Nouaïmi.

«C'est une bonne position d'attente», estime Roger Diwan, directeur des marchés de Petroleum Finance Company (PFC).

Les effets de cette hausse restent à évaluer, a aussi déclaré le secrétaire américain à l'Énergie Bill Richardson. Il a reconnu que ce geste allait contribuer à apporter davantage de pétrole sur les marchés.

«Savoir ou non si cette hausse va contribuer à stabiliser les marchés, cela reste à voir», a néanmoins relevé M. Richardson. Le ministre français de l'Économie Laurent Fabius, qui a dû affronter une grave crise provoquée par les professionnels en colère contre la hausse du gazole, a indiqué que l'accord «allait dans le bon sens».

La conférence de Vienne intervenait aussi à une date symbolique: il y a 40 ans jour pour jour débutait à Bagdad la réunion qui allait déboucher sur la création de l'OPEP, le 14 septembre 1960.

Les traders

On a souvent tendance à les oublier, mais ce sont les traders qui font les prix. Le cours du Brent se négocie à l'International Petroleum Exchange, à Londres. Il s'agit du prix d'un baril qui doit être livré dans trois mois. Ce sont les anticipations des traders sur la possibilité d'un hiver rude qui ont fait monter les cours cette semaine. Et comme sur tout marché financier, les facteurs irrationnels jouent à fond. «Cette tendance est assez récente», analyse Jean-Marie Chevalier, spécialiste des questions d'énergie à Paris Dauphine. «À partir de la fin des années quatre-vingt, les compagnies ont développé ces activités de trading pour se donner une plus grande liquidité. La conséquence est une volatilité plus importante des produits pétroliers.»

Les États occidentaux

Les États occidentaux n'ont pas assez joué sur la demande. Une fois que le baril est redevenu abordable en 1986, ils ont complètement abandonné les programmes d'économie d'énergie. Et surtout, ils n'ont pas trouvé de solution de type centrale nucléaire pour le transport. Depuis combien de temps parlez-vous de voiture électrique? Aujourd'hui, seuls quelques prototypes roulent dans les rues. Pourtant, comme l'explique Pierre Noël, chercheur à l'Institut d'économie et de politique de l'énergie, «les innovations technologiques, comme les automobiles à très faible consommation, ou qui fonctionnent avec des piles à combustible, pourraient peser fortement à la baisse sur la demande pétrolière.»

Les Américains

Mais s'il fallait désigner le palme du responsable le plus irrationnel, on désignerait les Américains. Alors qu'ils poussent l'Arabie saoudite à produire au maximum, ils ne pensent pas une seule seconde que la solution à leurs problèmes se trouve en Irak. Plus personne ne sait ce qui justifie le maintien de l'embargo contre ce pays. Mais les conséquences en matière de pétrole sont claires: une réduction de la production mondiale. «Si on levait l'embargo», prédit Jean-François Giannessi, de l'IFP, «l'Irak ferait appel à des compagnies étrangères ou importerait du matériel et, en quelques mois, elle pourrait monter sa production de six à 10 millions de barils par jour.» Mais, à quelques semaines des présidentielles, Bill Clinton peut-il se permettre de faire un geste en faveur de Saddam Hussein?

Le résultat d'un collage qui a débuté bien avant la fin du tournage, Varda montant, écrivant, tout au long de sa moisson d'images et de témoignages, qui a pris fin lorsqu'on lui a réclamé une copie prête pour le Festival de Cannes. Elle serait peut-être encore au stade du glanage, sinon, d'autant qu'elle continue de rencontrer des gens qui se préoccupent des questions qu'elle soulève dans son film, et qu'elle continue de sympathiser avec un jeune intellectuel de la banlieue parisienne, qui vend des magazines pour payer sa chambre, mais qui pour le reste se nourrit des fruits et légumes encore comestibles qui jonchent le sol lors du démontage des marchés publics parisiens, et qui tous les soirs enseigne le français aux immigrants. Bénévolement. «On donne quelques sous aux mendiants, mais qui donne du temps», demande Agnès Varda, qui a donné beaucoup du sien pour mener à bien ce projet: «Il fallait être disponible tout le temps, et le travail de réflexion et de montage marche en même temps. C'est une technique très particulière», dit celle qui, entre deux films, travaille à la restauration de ses films, ou de ceux de son défunt partenaire de vie, Jacques Demy. D'ailleurs, le DVD de la version restaurée des *Demoiselles de Rochefort* vient tout juste de paraître en France, et celui de *Lola*, auquel elle vient de s'atteler, suivra sous peu.

«Les producteurs, les distributeurs, ils pensent beaucoup à gagner de l'argent, à vendre des droits. Ils n'y en a pas beaucoup qui pensent à préserver les films dans leur couleur d'origine, dans leur beauté d'origine. Et je pense que c'est un travail valable, parce que quand c'est en numérique, ça ne bouge plus. Mais ça prend beaucoup de temps.»

Et du temps, la septuagénaire en a encore beaucoup à donner au cinéma. Et des gens à nous faire connaître. Heureusement pour nous, elle sera à Montréal avec son film, le mois prochain, à l'occasion du FCM. Nous aurons l'occasion d'en parler.